

Commissie voor Landsverdediging Commission de la Défense nationale

van

du

WOENSDAG 7 JANUARI 2026

MERCREDI 7 JANVIER 2026

Voormiddag

Matin

De openbare commissievergadering wordt geopend om 10.08 uur en voorgezeten door de heer Peter Buysrogge.

La réunion publique de commission est ouverte à 10 h 08 et présidée par M. Peter Buysrogge.

De teksten die cursief zijn opgenomen in het Integraal Verslag werden niet uitgesproken en steunen uitsluitend op de tekst die de spreker heeft ingediend.

Les textes figurant en italique dans le Compte rendu intégral n'ont pas été prononcés et sont la reproduction exacte des textes déposés par les auteurs.

De **voorzitter**: Ik wil op persoonlijke titel alle collega's, de minister en alle medewerkers voor en achter de schermen het allerbeste wensen voor 2026.

We gaan meteen stevig van start met een actualiteitsdebat, waarin een aantal onderwerpen en vragen gegroepeerd zijn omdat ze ongeveer over hetzelfde gaan, ook al is er heel veel te zeggen over elk thema afzonderlijk, zijnde Groenland, Venezuela en het internationaal recht.

- 01** Débat d'actualité sur le Groenland, le Venezuela et le droit international et questions jointes de
- Stéphane Lasseaux à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Les menaces de l'administration Trump contre le Groenland" (56011932C)
 - François De Smet à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Les menaces proférées par les États-Unis sur le Groenland" (56011934C)
 - Christophe Lacroix à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Le Groenland et le respect du droit international" (56011939C)
 - Axel Weydts à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Les propos tenus par le président Trump à propos du Groenland" (56011993C)
 - Darya Safai à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Les ambitions des États-Unis à l'égard du Groenland" (56012010C)
 - Kjell Vander Elst à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Les propos tenus par le président Trump concernant le Groenland" (56012012C)
 - Stefaan Van Hecke à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Le Groenland, le Venezuela, le droit international et les effets sur la politique de défense belge" (56012015C)
 - Sarah Schlitz à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Notre dépendance militaire des États-Unis au vu de l'invasion illégale du Venezuela par D. Trump" (56012016C)
 - Sarah Schlitz à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "L'invasion du Venezuela, les menaces envers le Groenland et l'impact sur l'OTAN" (56012017C)

01 Actualiteitsdebat over Groenland, Venezuela en het internationaal recht en toegevoegde vragen van

- Stéphane Lasseaux aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De dreigende taal van de Trump-administratie tegen Groenland" (56011932C)
- François De Smet aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De dreigende taal van de VS richting Groenland" (56011934C)
- Christophe Lacroix aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "Groenland en de inachtneming van het internationale recht" (56011939C)
- Axel Weydts aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De uitspraken van president Trump over Groenland" (56011993C)
- Darya Safai aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De ambities van de Verenigde Staten ten aanzien van Groenland" (56012010C)
- Kjell Vander Elst aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De uitspraken van president Trump over Groenland" (56012012C)
- Stefaan Van Hecke aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "Groenland, Venezuela en het internationale recht en de impact op de Belgische defensiepolitiek" (56012015C)
- Sarah Schlitz aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "Onze militaire afhankelijkheid van de VS in het licht v.d. illegale inval in Venezuela door Trump" (56012016C)
- Sarah Schlitz aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De inval in Venezuela, de dreigende taal richting Groenland en de impact op de NAVO" (56012017C)

01.01 **Stéphane Lasseaux** (Les Engagés): Chers collègues, meilleurs vœux à chacune et chacun. En ce début d'année, n'oublions certainement pas les bons principes, afin que tout le monde puisse se sentir encore mieux dans cette belle année, du moins nous l'espérons.

Monsieur le ministre, après la réussite de l'opération militaire au Venezuela, l'administration du président Donald Trump semble croire que tout est possible et que ses désirs vont se réaliser, quelle que soit la position du reste de la communauté internationale. Ainsi, le président Trump et certains membres de l'administration américaine ont rappelé leurs intentions de prendre le contrôle du Groenland, en invoquant des raisons de sécurité nationale et la soi-disant incapacité du Danemark à assurer la protection de ce territoire. Or il s'agit d'un territoire du royaume du Danemark, membre de l'OTAN.

La souveraineté du Danemark est une question qui sera réglée par les Danois avec les Groenlandais, comme l'a rappelé le premier ministre danois. Le premier ministre démocratiquement élu du Groenland a également exprimé son rejet de cette volonté d'annexion, reflétant la position de sa population.

Ces menaces doivent être prises au sérieux. Lors de la conférence de presse du samedi 3 janvier, le secrétaire d'État Marco Rubio a souligné que les paroles du président actuel des États-Unis n'étaient

pas des propos en l'air. Des analystes internationaux, que nous ne pouvons soupçonner d'anti-américanisme, comme Bruno Tertrais ou Ian Bremmer, ont également souligné le sérieux de la situation. Les dernières déclarations du président ne sont pas rassurantes, puisque des opérations militaires sont même envisagées, alors que le Danemark privilégie clairement une voie beaucoup plus diplomatique. Les dirigeants des États scandinaves ont exprimé leur pleine solidarité avec le Danemark. La Belgique n'a pas encore réagi à ce jour.

Monsieur le ministre, avez-vous déjà eu l'occasion d'aborder ces menaces de l'administration Trump lors de réunions ou de contacts avec vos homologues européens, en particulier danois? Dans vos échanges avec des représentants des États-Unis, avez-vous pu faire part du caractère inacceptable de ces menaces? Comptez-vous le faire à l'avenir? Ne serait-il pas nécessaire de commencer à planifier sérieusement les réponses diplomatiques, économiques et éventuellement militaires en cas d'action américaine contre la souveraineté du Danemark et donc du Groenland?

01.02 François De Smet (DéFI): Monsieur le président, chers collègues, meilleurs vœux à vous. Monsieur le ministre, meilleurs vœux à vous également, dans le cadre de vos compétences en cette année nouvelle qui commence très fort au regard de l'actualité internationale. On peut penser ce qu'on veut du président Maduro, que personne ici, ou presque, ne défendra, mais son enlèvement constitue un événement historique qui accélère la reconfiguration de l'ordre mondial.

Bien entendu, le non-respect du droit international par les États-Unis, par les Occidentaux, par les grandes puissances en général n'est pas neuf. En revanche, la nouveauté est apportée par la démarche d'intimidation extrêmement forte, ainsi que par le message envoyé à tout le monde, y compris à nous, les alliés, consistant à dire: "Soyez désormais nos vassaux, même si vous êtes nos alliés européens. Vous voyez que nous n'avons aucun scrupule ni aucun état d'âme dans nos actions." C'est la raison pour laquelle – et je voudrais également parler du Groenland – il faut prendre extrêmement au sérieux les déclarations de plus en plus musclées souhaitant une mainmise des États-Unis sur le Groenland, territoire autonome relevant du royaume du Danemark. Je sais qu'il n'est pas compris comme tel dans l'Union européenne, puisque c'est un territoire autonome, mais, tout de même, il appartient au Danemark et est couvert par la protection de l'OTAN. Je relève en passant que, s'il y a bien un pays européen pro-américain et atlantiste, c'est le Danemark, lequel a même acheté des F-35. Or nous constatons que cela ne lui a pas servi du tout à rester dans les bonnes grâces de l'administration Trump. Par conséquent, acheter américain en vue de forger un lien atlantique – je le dis au passage – n'est pas nécessairement utile ni susceptible d'être récompensé.

Nous devons donc nous montrer plus fermes. Pour l'instant, je suis assez contrit par la relative faiblesse des soutiens européens, et belge en particulier, dans cette question du Groenland et du Danemark.

Monsieur le ministre, avez-vous déjà échangé à ce sujet avec les autorités danoises, bilatéralement ou au sein de l'OTAN? Considérez-vous que ce qui est en train de se passer ne nécessiterait pas la saisine de l'article 4 de l'OTAN? Tout le monde parle de l'article 5, mais l'article 4 permet simplement une concertation lorsque l'intégrité nationale ou l'indépendance politique d'un membre est remise en cause. Dans une telle situation, quelle position notre pays défendra-t-il au Conseil de l'Atlantique Nord et au sein des instances européennes compétentes?

01.03 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, je vous présente également mes meilleurs vœux de bonne santé et vous souhaite surtout beaucoup de courage et de courage politique. Il en faudra face à une situation qui, de jour en jour, devient de plus en plus sombre et prend des accents sans cesse plus impérialistes et fascisants de la part du régime de Donald Trump, de son gouvernement, de ses affidés, de celles et ceux qui considèrent que les territoires, à partir du moment où ils recèlent des minerais rares, des denrées importantes et des ressources pétrolières, méritent l'invasion, le kidnapping d'un président certes peu agréable – c'est le moins qu'on puisse dire – et peu légitime. La fin ne justifie cependant pas les moyens.

Nous sommes en train de vivre une rupture totale entre le monde d'aujourd'hui, du multilatéralisme et de la paix et un retour avec le monde d'avant la Société des Nations, à la Première Guerre mondiale. Ce qui est encore plus sidérant mais ne me surprend pas, car il suffisait de lire la note stratégique de Donald Trump pour ne pas être étonné, c'est qu'aujourd'hui, très clairement, le président Trump mais également d'autres que lui menacent directement et de manière très concrète le Groenland, à savoir un allié, le Danemark, en disant qu'il va être temps que cela se produise. Et, dans quelques jours, pour

ne pas dire quelques heures, Donald Trump annoncera une décision en la matière.

C'est véritablement une menace que les fondateurs de l'OTAN n'avaient même jamais imaginée, qu'un membre de l'OTAN puisse être potentiellement un ennemi. Qu'arriverait-il si effectivement des soldats européens et des soldats danois notamment présents sur le territoire du Groenland se faisaient attaquer par des soldats américains? Bien que l'imagination n'ait pas de limites, il ne s'agit pas ici d'imagination mais de points très concrets.

La première ministre danoise a été obligée de demander aux États-Unis de cesser leurs menaces contre un allié historique. Le premier ministre groenlandais a, lui aussi, fermement regretté ces menaces, appelant à mettre fin aux pressions et aux fantasmes d'annexion.

Monsieur le ministre, au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, la Belgique a-t-elle dénoncé, de manière ferme, la volonté expansionniste de Donald Trump au détriment du Groenland et des frontières européennes? Quelles initiatives sont-elles prises par notre pays pour rappeler la primauté du droit international, quel que soit le pays et quelles que soient les circonstances, assurer la sécurité de notre continent et condamner toute tentative d'acquisition ou d'ingérence étrangère dans ce territoire?

01.04 Darya Safai (N-VA): Mijnheer de minister, de Amerikaanse president Donald Trump liet bij zijn aantreden weten dat de VS bijzondere interesse heeft in Groenland, dat deel uitmaakt van Denemarken. De redenen die hiervoor worden aangehaald, zijn onder andere dat de ligging aan de Noordpool interessanter wordt, aangezien de ijsmassa aan het afnemen is en dus meer levensvatbaar is voor commercieel en militair zeeverkeer. Daarnaast wordt ook aangehaald dat het grondgebied van Groenland nog niet commercieel werd geëxploiteerd voor grondstoffen en dat dit, gelet op de geopolitieke situatie, een cruciale factor zou zijn voor de strategische autonomie van de VS.

Afgelopen week verklaarde de Amerikaanse president dat er op heel korte termijn over Groenland zou worden gesproken. Zowel de Deense als de Groenlandse regering lieten al verstaan dat van een annexatie van het gebied door de VS geen sprake kan zijn en dat dit de facto het einde van de NAVO betekent.

Mijn vragen voor de minister zijn de volgende. Hoe reageert u op de uitspraken van de Amerikaanse president? Welke motivering zit er volgens u achter het herhaaldelijke aandringen van de VS om controle over Groenland te krijgen?

Er wordt van uitgegaan dat het gebied Groenland, dat tot Denemarken behoort, ook wordt gedekt door het NAVO-verdrag. Aangezien de VS lid is van de NAVO, is het geboden om bij een inval op te treden. Hoe verschilt deze garantie van deze die de VS nu wil beogen?

Er zijn al verschillende Amerikaanse basissen op Groenland. Die werden opgericht tijdens de Koude Oorlog, maar zouden kunnen worden uitgebreid. Hoe past dit in het voornemen van de VS om de controle over het gebied te behouden?

Via verschillende media vernemen wij dat de militaire activiteiten van de Volksrepubliek China en de Russische Federatie nabij Groenland zijn verhoogd. Hebt u daar meer informatie over?

Dank u.

01.05 Kjell Vander Elst (Open Vld): Mijnheer de minister, collega's, mijn beste wensen voor het nieuwe jaar. Ik denk dat het opnieuw een geopolitiek gevoelig en woelig jaar zal worden. Wij zullen in deze commissie wel degelijk ons werk hebben.

Het eerste actuadebat is een beetje een potpourri geworden. Heel wat onderwerpen zijn aan elkaar gekoppeld, terwijl over elk onderwerp apart wel een en ander te vertellen is. De premier zei gisteren in *Terzake* dat we moesten stoppen met prevelen over het internationaal recht. Ik ga dat niet doen. Ik vind het internationaal recht een hoeksteen van onze samenleving, van onze westerse democratie. We zijn een stichtend lid van Europa. We zijn van het eerste uur bij de Verenigde Naties. Ook in zeer woelige geopolitieke tijden moet men spelregels hebben. Die spelregels worden zeer dierbaar met de voeten getreden, niet het minst door een van onze bondgenoten.

Ik schrik er niet van dat de president van de Verenigde Staten die spelregels niet respecteert. Er valt heel wat te zeggen over zijn aanpak in Venezuela. Ik denk dat niemand, of toch bijna niemand, een traan zal laten over het vertrek van Maduro, maar de manier waarop is een schending van het internationaal recht. Dat mag gezegd worden, dat moet gezegd worden, zeker door Europa, zeker door ons. Als wij het al niet meer doen, dan zullen er binnenkort geen spelregels meer zijn.

Waarover ik het vooral wil hebben, is Groenland. Dat de president van de Verenigde Staten zijn goesting doet in Venezuela is één zaak, maar dat hij over Groenland, lid van de NAVO, deel van Denemarken, zeer gratis zegt dat hij dat graag wil innemen of overkopen van Denemarken of er troepen wil plaatsen, is schrijnend. Dat doet men niet met partnerlanden. Dat doet men niet met bondgenoten.

Ik heb gisteren een sterke en goede verklaring van een aantal landen gelezen: Frankrijk, Duitsland, Italië, Polen, het Verenigd Koninkrijk, Spanje en Denemarken. Wij moeten onze voet zetten. In het internationaal recht is territoriale integriteit en soevereiniteit een van de hoekstenen. Dat moet worden gerespecteerd. Dat was een sterk statement. België stond daar niet bij.

Mijnheer de minister, hoe kijkt u naar dat statement? Hoe kijkt u naar de uitspraken van president Trump over Groenland? Zijn wij niet gevraagd om mee te ondertekenen? Wat is de reden dat ons land of onze Belgische regering dat niet mee heeft ondertekend?

01.06 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Collega's, mijnheer de minister, ik wens u allen het allerbeste voor het nieuwe jaar en vooral een vredevol 2026, mijnheer de minister.

Er is al heel wat gezegd. Wat opvalt, is dat er binnen de regering verschillende reacties zijn gekomen naar aanleiding van wat er in Venezuela is gebeurd. Als er echter één duidelijke lijn was, dan is het dat u, mijnheer de minister, maar ook uw fractieleider, de heer Ronse, en ook de heer Bouchez in wezen allemaal dezelfde positie innamen: het internationaal recht lijkt eigenlijk niet van tel te zijn.

Dat de heer Ronse als fractieleider enthousiast is, is geen verrassing. Hij is altijd enthousiast over alles wat de regering doet en over alles wat de Verenigde Staten doen. Dat verbaast dus niet. Het loutere feit dat het om een communistische dictator gaat – die we even hard verfoeien als iedereen hier – is blijkbaar voldoende om het internationaal recht even opzij te schuiven.

Mijnheer de minister, ook in uw communicatie, onder meer via uw tweets, probeert u dat goed te praten. Of het om een inbreuk op het internationaal recht gaat, zou volgens u voer zijn voor juristen. Voer voor juristen, voer voor debat. Nochtans zijn alle nationale en internationale experts eenduidig: wat er is gebeurd, is een manifeste inbreuk op het internationaal recht. Dat is geen voer voor juristen, alle juristen zijn het daarover eens.

Wat zult u dan zeggen als president Trump hetzelfde doet in Colombia? Voer voor juristen, voer voor debat? Wat zult u zeggen als president Trump hetzelfde doet en Groenland binnenvalt? Voer voor juristen, voer voor debat? Wat zult u zeggen als China Taiwan binnenvalt? Voer voor juristen, voer voor debat? Dat is een heel gevaarlijke lijn die u als minister volgt, een *slippery slope*. Van een minister en van een regering mogen we nochtans een ondubbelzinnige reactie verwachten, met respect voor het internationaal recht. Ik heb dan ook een aantal zeer concrete vragen, waarvan er al vele zijn gesteld.

Hoe zal België dit binnen de NAVO aankaarten? Hoe zal ons land zich verhouden tot de aanspraken op Groenland? Er is inderdaad een verklaring van een aantal staatshoofden die België niet heeft ondertekend, maar die nadien wel via een tweet werd bevestigd. Kunt u wat meer duidelijkheid geven over het Belgische standpunt? Ik kijk uit naar uw antwoord. Dank u wel.

01.07 **Sarah Schlitz** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, je vous présente également mes meilleurs vœux pour l'année 2026.

Monsieur le ministre, le 4 janvier, le président Trump a menacé le Groenland et le Danemark, déclarant que les États-Unis avaient besoin du Groenland pour leur sécurité nationale. Ces propos interviennent après l'attaque illégale menée par les États-Unis contre le Venezuela qui a mené à l'enlèvement du président Maduro et de son épouse.

Le Groenland est l'un des trois pays constitutifs du Royaume du Danemark. La première ministre danoise, Mme Frederiksen, a déclaré que ces menaces doivent être prises au sérieux et qu'une attaque américaine contre le territoire d'un allié de l'OTAN signifierait la fin de l'Alliance. Elle compte sur le soutien des alliés européens pour garantir l'intégrité territoriale du Danemark et du Groenland. Le premier ministre groenlandais a également rejeté fermement ces menaces, rappelant qu'il appartient aux Groenlandais de décider de leur avenir.

Hier, une déclaration commune de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne, de l'Espagne, du Royaume-Uni et du Danemark a été publiée, explicitant le positionnement de ces pays et appelant les États-Unis à respecter la souveraineté de ce territoire. La Belgique ne s'y est pas jointe jusqu'à présent.

L'attaque américaine contre le Venezuela démontre que l'administration Trump ne respecte plus le droit international. Soyons clairs, nous refusons toute complaisance envers le régime autoritaire, corrompu et antiécologique de Maduro, mais cela ne signifie en rien qu'un autre État puisse le destituer par la violence. Le recours à la force armée est interdit, hors mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies ou légitime défense. L'absence de condamnation du gouvernement belge est, à ce titre, consternante.

Monsieur le ministre, ne soyons pas naïfs, l'attaque au Venezuela, ce n'est pas la libération de son peuple. Il ne s'agit pas du respect de l'État de droit ou de la mise en place d'États démocratiques à travers le monde. On sait qu'ici se joue une course à l'accaparement des matières premières et des énergies fossiles. Le président Trump l'a lui-même déclaré en disant que cette attaque était motivée par un meilleur accès au pétrole vénézuélien pour les compagnies américaines. C'est clair, limpide comme de l'eau de roche. Précisons que le Groenland abrite également d'importants gisements de terres rares, de cuivre et de lithium.

Monsieur le ministre, le gouvernement condamne-t-il l'invasion récente du Venezuela et les menaces des États-Unis envers le Groenland et le Danemark?

Considérez-vous que l'intervention militaire américaine constitue une violation de l'article 2, § 4 de la Charte des Nations Unies? Si oui, quelles conséquences juridiques et politiques en tirez-vous dans les relations bilatérales Belgique-États-Unis? Dans la négative, sur quelle base juridique précise cette intervention est-elle selon vous justifiée?

La Belgique est-elle prête à respecter ses obligations de défense collective si le Groenland faisait l'objet d'une agression militaire, y compris de la part d'un allié?

Le Danemark a-t-il déjà pris contact avec la Belgique en vue d'une éventuelle activation de l'article 5 de l'OTAN ou de l'article 42, § 7 du traité sur l'Union européenne?

Le gouvernement pourrait-il soutenir l'établissement d'une présence militaire européenne permanente au Groenland en accord avec le Danemark comme mesure de dissuasion et de prévention? Dans la négative, comment justifiez-vous ce refus face à une menace crédible sur un territoire européen stratégique?

Enfin, à la lumière de cette intervention américaine unilatérale, votre gouvernement maintient-il toujours que l'achat des F-35 garantit l'autonomie stratégique et la sécurité de la Belgique? Une réévaluation de cette dépendance militaire vis-à-vis des États-Unis est-elle envisagée?

01.08 Axel Weydts (Vooruit): Beste collega's en mijnheer de minister, mijn beste wensen voor 2026.

Na alle gebeurtenissen in de voorbije dagen lijkt het alsof we al enkele maanden ver zijn in 2026, terwijl het nieuwe jaar nog maar zeven dagen oud is. Het lijkt alsof de geopolitiek opnieuw op losse schroeven staat en dat de wereldorde weer een zware deuk heeft gekregen. De uitspraken van president Trump over Groenland, die ik voor alle duidelijkheid niet goedkeur, zijn niet echt een verrassing. Wie goed heeft opgelet bij de briefing van de CHOD, de chef Defensie, tijdens de hoorzitting enkele weken geleden, zal zich het gedeelte over het Arctische gebied in zijn geopolitieke analyse wellicht nog herinneren. Het Noordpoolgebied wordt door de klimaatverandering weldra een zeer interessante regio voor de wereldhandel. De verdediging van die mogelijk nieuwe handelsroutes is daarbij dan ook belangrijk. De uitspraken van president Trump moeten dus gekaderd worden in de toenemende

interesse van China, Rusland en de Verenigde Staten in het Arctische gebied. De claim van de Verenigde Staten op Groenland is onterecht en moet ons zorgen baren.

Gisteren werd het akkoord van de *coalition of the willing* gesloten om een *reassurance force* te installeren in Oekraïne zodra daar een wapenstilstand wordt bereikt en er vrede komt. Een belangrijk en cruciaal element daarbij zijn de veiligheidsgaranties van de Verenigde Staten en de zogenaamde backstop. Hoe kunnen wij, Europeanen, nog vertrouwen hebben in de president van de Verenigde Staten, die aanspraak maakt op de soevereiniteit van Groenland, dus op de soevereiniteit van het koninkrijk Denemarken? Hoe kunnen wij nog vertrouwen hebben in die backstop voor een *reassurance force* in Oekraïne, wanneer die NAVO-partner dreigt om eventueel zelfs manu militari een andere NAVO-partner te annexeren? Dat zijn zaken die de Vooruitfractie bijzonder verontrusten.

Mijnheer de minister, hoe leest u de verklaringen van president Trump met betrekking tot de annexatie of poging tot inlijving van Groenland? Hoe kunnen wij, met een dergelijke president aan het roer in de Verenigde Staten, nog vertrouwen op die NAVO-partner om die zo belangrijke veiligheidsgaranties voor Oekraïne daadwerkelijk op het terrein waar te maken?

De **voorzitter**: De collega's Van den Heuvel en Van Rooy wensen zich aan te sluiten bij dit actualiteitsdebat.

01.09 Koen Van den Heuvel (cd&v): Mijnheer de voorzitter, het jaar is inderdaad nog maar pas begonnen en we wandelen al van de ene geopolitieke spanning naar de andere, van Venezuela naar Groenland. Het zijn allemaal uitingen van het zogenaamde imperiale denken, van het denken in invloedssferen, dat is heel duidelijk.

Laten wij nu even focussen op Groenland, want de dreigementen zijn onaanvaardbaar. In het begin, ongeveer een jaar geleden, dachten we misschien dat het wel zou koelen zonder blazen, maar de feiten van de laatste dagen tonen iets anders aan. Er worden adviseurs aangeduid. Er wordt een team samengesteld. Er wordt een speciale vertegenwoordiger aangeduid. Wat aanvankelijk plagerijen leken, wordt nu omgevormd tot effectieve dreigementen. Het is dus bittere ernst.

Het is heel bedreigend voor de geloofwaardigheid en de hechtheid van het NAVO-bondgenootschap wanneer de *daddy* van dat bondgenootschap een lidstaat afdreigt en een groot deel wil inpikken. Er zijn daarvoor redenen, namelijk het Arctische belang, maar die zijn onvoldoende. Als een bondgenootschap hecht, geloofwaardig en sterk is ten aanzien van de buitenwereld, dan doet men dat niet. Dat ondermijnt echt de geloofwaardigheid van het bondgenootschap.

Mijnheer de minister, ik ben dan ook van mening dat ons land een straffe veroordeling moet uitspreken. Wij hebben gisteren gereageerd, vermits een straffe veroordeling door de Belgische regering aanvankelijk uitbleef, terwijl andere Europese landen dat wel deden. De premier heeft dat 's avonds rechtgezet, maar wij zouden toch graag zien dat België op dat vlak mee in de spits van het peloton rijdt en zich niet pas achteraf aansluit.

Ten tweede is er de band met Oekraïne. De Verenigde Staten uiten een zeker voluntarisme, maar de vraag is wat daarmee samenhangt en hoe geloofwaardig dat nog is. We hebben de Verenigde Staten nodig. Wordt er een ruil in het vooruitzicht gesteld? Hoe geloofwaardig is dat alles?

Ten derde, in lijn met wat de voorbije weken en maanden in deze commissie al door verschillende leden is benadrukt, wil ik een oproep doen om nu echt werk te maken van een sterke Europese pijler. In een context van imperiaal denken is het absoluut nodig dat we evolueren naar een sterk Europees antwoord en dat we daarover duidelijke afspraken maken. Dat betekent ook dat, zeker bij de dominante Europese landen, eng nationalistische reflexen achterwege moeten blijven. Als middelgroot land binnen Europa kan België, zoals de voorbije decennia al is gebleken, misschien mee de lead nemen om een straf Europees antwoord te formuleren.

01.10 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de voorzitter, ik wil, ten eerste, ook van mijn kant iedereen hier aanwezig het beste wensen, misschien niet zozeer op politiek vlak, maar zeker op persoonlijk vlak.

Met chirurgische precisie en via een bijzonder knappe en zeer complexe militaire operatie heeft de Verenigde Staten gelukkig de criminele linkse tiran Maduro gearresteerd. Het gevolg daarvan is dat het

moegetergde Venezolaanse volk of wat daarvan nog is overgebleven, uitbundig juicht.

Het kan niet genoeg worden herhaald. Maduro was niet de president van Venezuela, maar een maffioze linkse dictator die Venezuela heeft leeggeroofd en omgevormd tot een terreurbasis voor de jihadisten van Hezbollah en Iran. Via migratie, criminaliteit en jihadistische terreur voerde Maduro oorlog tegen de Verenigde Staten, tegen het Westen en ook tegen ons.

Maduro en zijn entourage bezetten Venezuela. Zij kunnen de begrippen soevereiniteit en internationaal recht, die hier opnieuw lustig worden rondgestrooid, niet eens spellen. Meer nog, zij zijn de grootste vijanden ervan. Maduro is een zoveelste dominosteentje dat valt. Dat hoop ik althans. Misschien vieren wij mede daardoor binnenkort de val van het nog criminelere en terroristische islamitische regime van Iran. In dat geval zal het trotse Perzische volk uitbundig juichen. Met andere woorden, *hold your horses*.

Wees dus kritisch zoals wij. Toon echter ook eens enthousiasme en dankbaarheid voor een leider als Trump, die met al zijn gebreken de westerse beschaving verdedigt. Mijnheer Francken, misschien durft u dat wel te doen. Trump doet dat, in tegenstelling tot de vele softe en laffe leiders in West-Europa, die het continent elke dag verder laten islamiseren en onze beschaving vernietigen.

01.11 Minister **Theo Francken**: Goedemorgen collega's. Mijn beste wensen voor een goed jaar.

We hebben het vorige jaar op mijn kabinet kunnen afsluiten met een drink, oppositie en meerderheid samen. Ik meen dat dit een leuk moment was, een goed moment ook om kennis te maken met mijn directeurs, om wat met elkaar te praten en om het jaar te overschouwen.

Het nieuwe jaar is er aangekomen met een storm. Dat had ik niet echt verwacht. Ik ben een paar dagen in de Ardennen geweest, voor wat gezinsrust, zoals velen onder jullie. Dat mag wel eens, meen ik. Toen ik terugkwam, stond alles op zijn kop. Dat is een voorbode van wat nog zal komen, want zoals een aantal collega's al zei, is er wel nog wat op komst, meen ik.

Je présente mes meilleurs vœux à tous les députés, aux collaborateurs, aux collaborateurs de la Chambre et aux journalistes. J'espère que nous pourrions travailler correctement ensemble, comme nous l'avons fait l'année passée.

Het is een heel interessant debat. Ik zie ook heel wat nieuwe gezichten. Er is geen vergadering van de commissie voor Buitenlandse Betrekkingen omdat onze minister momenteel in het buitenland verblijft, namelijk in de Verenigde Staten. Hij heeft daar de afgelopen dagen heel wat afspraken gehad. Hij zal morgen terug zijn voor de plenaire vergadering. Er zal dan ook zeker een debat plaatsvinden over de internationale situatie tijdens die plenaire vergadering met de minister van Buitenlandse Zaken en met de eerste minister, die gisteren de vergadering in Parijs heeft bijgewoond.

Ik ben echter geen minister van Buitenlandse Zaken. Ik begrijp dat een aantal collega's toch een vraag wilde indienen om bepaalde zaken te kunnen vragen. Dat begrijp ik ook. Ik ben namelijk iemand die de eerste macht, het Parlement, zeer hoog acht. In die zin ben ik zeker ter beschikking, maar ik ben geen minister van Buitenlandse Zaken. De officiële positie en dergelijke worden uiteraard wel door de minister van Buitenlandse Zaken geformuleerd. Ik heb wel een aantal zaken gehoord waarop ik wel wil antwoorden.

De recente uitspraken van de Amerikaanse president over Groenland nopen tot ernst en precisie in dit debat, omdat ze raken aan de fundamenteën van onze veiligheidsarchitectuur en aan de trans-Atlantische relatie.

Laat mij vooraf zeer duidelijk zijn over mijn rol. Het bepalen en communiceren van het Belgische buitenlands beleid behoort tot de prerogatieven van de minister van Buitenlandse Zaken en van de eerste minister. Als minister van Defensie beperk ik mij tot het uitvoeren van het defensiebeleid van deze regering. Voor de officiële positie van de federale regering in deze kwestie moet u hen dus bevragen. Zij zijn morgen, als ik mij niet vergis, ter beschikking van de Kamer voor vragen. Dat zal ongetwijfeld een zeer interessant debat worden. Daar twijfel ik niet aan.

Chers collègues, le Groenland n'est pas un détail sur la carte du monde. Il est stratégiquement situé le long des principales routes maritimes internationales qui vont devenir encore plus importantes à

l'avenir. Ce territoire joue non seulement un rôle clé dans l'accès à l'Arctique mais possède aussi des matières premières importantes, ce qui explique pourquoi les grandes puissances, comme les États-Unis, la Chine et la Russie, suivent cette région avec un intérêt croissant.

Het strategische belang van Groenland is manifest. De politieke en bondgenootschappelijke consequenties van bepaalde uitspraken situeren zich echter op een ander niveau.

Samen met u stel ik vast dat we na 30 jaar van onderinvesteringen in *hard power*, gecombineerd met een te eenzijdige focus op *soft power*, wakker worden in een wereld die opnieuw openlijk wordt bepaald door macht en militaire capaciteiten, een wereld waarin onze visie op en geloof in de internationale rechtsorde niet door iedereen wordt gedeeld. We dreigen daarmee af te glijden naar een wereld die Thucydides in de Melische dialoog schetste en waarnaar de eerste minister verwees in zijn speech voor de Verenigde Naties in september: "De sterken doen wat ze willen, de zwakken ondergaan wat ze moeten." Wie vandaag met onvoldoende *hard power* aan de onderhandelingsstafel verschijnt, blijft met lege handen achter.

Cette constatation n'est pas agréable à entendre, mais c'est la réalité. Elle résulte de 30 ans de sous-investissement structurel dans la Défense. Aujourd'hui, nous dépendons fortement des États-Unis pour la dissuasion et pour la lutte contre la Russie en Ukraine, tout comme nous dépendons également largement de la présence militaire américaine et de ses capacités pour notre propre sécurité.

Er moet mij toch iets van het hart. Als er iets op mijn lever ligt, dan moet dat eraf. Ik begrijp dat een aantal leden voor een eerste keer of een van de eerste keren aanwezig zijn in de commissie voor Landsverdediging. Alle respect daarvoor, iedereen is hier altijd welkom. Wat mij stoort, is steeds weer kritiek op bepaalde zaken. Men praat over het internationaal recht als het hoogste principe, wat het ook is, zonder daaraan echter de consequentie te koppelen dat men ook *hard power* nodig heeft. *Speak softly and carry a big stick*. Vaak zijn dat dan dezelfde partijen die ervoor gezorgd hebben dat wij ons defensieapparaat, dat bij uitstek de veruitwendiging van die *hard power* is, tientallen jaren hebben verwaarloosd en kapot bespaard, tot op de grond. Dat is toch een beetje hypocriet.

Ik ben nog geen jaar minister van Defensie, en ik moet elke week kritiek horen op president Trump. *We don't like the guy, he's not a good guy*. Ik moet kritiek horen op de Amerikanen, horen dat we geen F-35's mogen kopen, en nog meer van dat, maar als het over de *coalition of the willing* gaat, dan klinkt de vraag dat we toch geen troepen zullen sturen zonder een Amerikaanse backstop? We zorgen er toch wel voor dat onze troepen veilig zijn? We gaan er toch wel voor zorgen dat we nog met de Amerikanen in zee kunnen, want we hebben hen nodig.

Waarom hebben we hen nodig? Omdat we zelf te zwak zijn. Waarom zijn we te zwak? Omdat men in elk begrotingsdebat Defensie kapot bespaard heeft. Er moet nog 500 miljoen gevonden worden. Waar zullen we dat halen? Bij Defensie. De Landmacht, die hebben we niet meer nodig. Hebben we al die machten eigenlijk nog wel nodig? Misschien moeten we de Marine wel afstoten, en luchtverdediging kopen is ook al een idioot idee. Dat zijn allemaal woorden van eerste ministers en van regeringspartijen die mij steeds opnieuw de les spellen en zeggen dat president Trump toch een *evil guy* is, dat we geen F-35's moeten kopen, dat de Amerikanen niet meer te vertrouwen zijn. Ik kreeg zelfs al parlementaire vragen ingediend of we al troepen naar Groenland hadden gestuurd.

Een beetje intellectuele eerlijkheid en consequentie zouden niet misstaan. In welke positie hebben we onszelf gemanoevreerd? In welke positie hebben het zwakke Europese en Belgische leiderschap van de laatste decennia ons geplaatst? In een positie waarin we bij een overgang naar *hard power* inderdaad "*daddy*" tegen de baas in Washington moeten zeggen. *Help us out, daddy*. Dat is pijnlijk. Dat is niet leuk, toch?

Wat kunnen we daaraan doen? Waar zijn onze inlichtingcapaciteiten? Waar zijn onze capaciteiten op het vlak van *refueling*? Waar zijn onze capaciteiten om op lange termijn kinetisch te gaan? Onze munitiestocks zijn om te huilen. Hoe komt dat? Er was geen geld om munitie te kopen.

Daarom vraag ik, alsjeblieft, een beetje consequentie. We zijn niet mee met moderne oorlogsvoering. Waarom niet? We mochten geen drones kopen. Drones bewapenen, neen, dat mochten we zeker niet doen. Dat was onethisch. Welnu, kijk waar we nu staan! Kijk vooral eens in de spiegel, in de plaats van mij hier te bevragen vanuit de commissie voor Buitenlandse Zaken. Hoe komt het dat wij amper nog

hard power hebben? Dat is overigens niet alleen in België het geval. Veel Europese landen staan nu echt met de broek op de enkels. Als men dan in Amerika een baas krijgt die men niet leuk vindt, dan wordt het wel extreem pijnlijk, heel extreem pijnlijk. Alsjeblieft mensen, alsjeblieft.

Voor onze eigen veiligheid zijn wij in belangrijke mate afhankelijk van Amerikaanse militaire aanwezigheid en capaciteiten. De komende jaren investeren wij volop om onze strategische autonomie te vergroten, maar dat is een werk van lange adem. Wij kunnen niet op enkele jaren rechte trekken wat decennialang werd verwaarloosd. We moeten ons daarvan bewust zijn vooraleer we allerlei verklaringen afleggen die onze eigen veiligheidspositie alleen maar verzwakken. Denk toch ook eens aan uw eigen Europees veiligheidsbelang, zou ik zeggen. Het is heel leuk om iedereen elke dag te schofferen, maar denk misschien ook eens aan de consequenties daarvan.

Tegelijk is het belangrijk om vast te stellen dat de Verenigde Staten ook vandaag hun engagement ten aanzien van de Oekraïense en Europese veiligheid blijven bevestigen. Zo hebben de Amerikanen gisteren in Parijs, tijdens de vergadering van de *coalition of the willing* voor Oekraïne, aangegeven dat ze bereid zijn veiligheidsgaranties te geven na een staakt-het-vuren of na een vredesakkoord, hopelijk zo snel mogelijk. Daarbij werd expliciet benadrukt dat de Verenigde Staten betrokken blijven bij het streven naar vrede, in nauwe samenwerking met hun Europese partners en NAVO-bondgenoten. Zoals daar werd gesteld: "We doen er alles aan om te blijven samenwerken met onze Europese collega's en we willen er alles aan doen om vrede te bereiken. Er is veel vooruitgang geboekt. We hebben ook territoriale kwesties besproken en dat zullen we blijven doen."

Net daarom, collega's, blijft het bestendigen van de trans-Atlantische band essentieel, in het bijzonder in het kader van de versterking van onze eigen defensiecapaciteiten, de agressieoorlog van Rusland tegen Oekraïne en de nucleaire afschrikking. In dat verband is het ook relevant te wijzen op het feit dat de Verenigde Staten in hun National Defense Authorization Act voor 2026 uitdrukkelijk het behoud bevestigen van een stabiele *force posture* in Europa – heel belangrijk – met minstens 76.000 Amerikaanse militairen, en van een Amerikaanse generaal in de rol van SACEUR.

Dat is ook iets wat collega Weydts heeft gezegd in het debat over de Amerikaanse veiligheidsstrategie net voor de vakantie. Dat was een heel interessant debat toen die vrijdagmiddag.

Europa moet daarom kalm blijven, maar wel heel duidelijk maken – en dat heb ik hier ook gehoord van heel veel collega's – dat territoriale integriteit en bondgenootschappelijke loyaliteit geen onderhandelbare concepten zijn. Daarin kan ik heel duidelijk zijn: dat is *non-negotiable*.

Tegelijk moeten we versneld werken aan een sterker Europa binnen de NAVO, zodat onze veiligheid minder afhankelijk wordt van politieke schommelingen elders.

Ces dernières heures, j'ai été en contact avec l'ambassadeur américain auprès de notre pays et l'ambassadeur américain auprès de l'OTAN, et je leur ai expliqué nos préoccupations.

Gisteren heb ik dus contact opgenomen met de Amerikaanse ambassadeur in België, de heer Bill White, die gisteren trouwens te gast was in *De Afspraak*. Misschien hebt u dat gezien, zo niet kunt u het herbekijken. Deze ochtend heb ik ook contact gehad met de Amerikaanse ambassadeur bij de NAVO, Matthew Whitaker. Ik ben een Atlantisch denker. In het regeerakkoord staat ook heel duidelijk dat de NAVO voor ons de hoeksteen is en blijft van onze collectieve verdediging. Daarom is het belangrijk dat we met elkaar praten en bepaalde zaken durven aan te kaarten.

Ik begrijp de bezorgdheden die u hier uit met betrekking tot Groenland en de integriteit van NAVO-bondgenoot Denemarken.

Ce pays est l'un des plus loyaux envers les États-Unis et l'atlantisme.

Denemarken had na Amerika het hoogste aantal dode militairen in Afghanistan. Het koopt de F-35 en zoveel andere Amerikaanse wapensystemen. Het is dus bijzonder pijnlijk dat net zij nu vol in het vizier van de Verenigde Staten komen.

Ik snap bepaalde strategische overwegingen, maar ik meen dat het goed zou zijn dat er in de komende uren en dagen vergaderd wordt over de belangrijkste elementen in dit debat door de belangrijkste

protagonisten. Dan hebben we het over Groenland, Denemarken en de Verenigde Staten. Ik meen dat dit moet worden uitgepraat op een volwassen manier. Niemand heeft baat bij een *food fight* binnen de NAVO. De enigen die daarbij winnen, zijn onze vijanden. Laten we daar heel duidelijk over zijn.

Onze premier heeft dat gisteren in Parijs ook heel duidelijk gezegd. Niemand heeft er baat bij dat we elkaar de duvel aandoen, elkaar afjakkeren, elkaar uitschelden of dat we tegen elkaar opbieden. Dat lijkt me bijzonder onverstandig. Dat heb ik heel duidelijk gemaakt. Het is belangrijk dat hiervoor een oplossing gevonden wordt, dat we rustig blijven en de zaken uitpraten, zoals bondgenoten dat doen, zoals we dat al meer dan 70 jaar doen. We hebben al eerder crisissen gehad. Dit is uiteraard zo'n crisis, maar dit zullen we ook wel uitpraten.

Het is natuurlijk allemaal niet gemakkelijk. Iedereen heeft zijn belangen, zijn strategische visie, zijn bezorgdheden en zijn eigen kiezers. Dat begrijp ik allemaal, maar de mondiale situatie is bijzonder ernstig. Het is dus best dat we eendrachtig blijven. Daar ben ik echt van overtuigd. Dit is nog maar het begin van het jaar. Er zal nog veel gebeuren dit jaar.

Die boodschap is goed overgekomen. Ik ben ervan overtuigd dat er in de komende dagen heel wat initiatieven zullen komen, voor of achter de schermen, om hier uit te geraken. Dat is mijn hoop en ik meen dat het zal lukken.

Tot slot, er is op dit moment geen enkele vraag gekomen, niet via de NAVO, niet via de Europese Unie en niet bilateraal van Denemarken, om Belgische troepen naar Groenland te sturen.

Dat is gevraagd. Ik geef daar dus een antwoord op. Als minister van Defensie kan ik bevestigen dat er geen vraag is om troepen naar Groenland te sturen. Op dit moment hebben we nog geen vraag gekregen, niet van de EU, niet van Denemarken en niet van de NAVO. Ik geef maar antwoord op de vragen die ik krijg.

Collega's, er is nog een laatste punt dat ik wil aanhalen. Er werd gesteld dat ik niet zou willen zeggen dat de internationale rechtsregels zijn geschonden. Ik word daarbij slecht geparafraseerd, wat ik betreurt. Ik begrijp dat dit in een politiek discours soms dankbaar wordt gebruikt, maar men moet wel de volledige context lezen, dus ook de paragraaf erboven.

Ik weet, mijnheer Van Hecke, dat u er doorgaans naar streeft intellectueel correct en eerlijk te zijn. Dat duurt immers altijd het langst. We weten dat allebei, want we zitten hier beiden al een hele tijd. Ik heb mijn tekst herlezen en wil het duidelijk stellen. Vanuit internationaalrechtelijk oogpunt zijn de regels overschreden, daarover bestaat voor mij geen twijfel. Ik heb wel gezegd dat bepaalde zaken voer zijn voor juristen. U weet hoe dat gaat met zulke discussies. Die belanden in de VN-Veiligheidsraad, waarin de ene A zegt en de andere B, met vaak eindeloze discussies tot gevolg.

Wanneer men stelt dat er geen enkele jurist ter wereld bestaat die die internationaalrechtelijke interpretatie betwist, dan is dat niet correct. De juristen van het Amerikaanse Department of State betwisten die interpretatie. U kunt daar heel hard mee lachen, maar er zijn juristen van een groot en machtig land, die alle mogelijke argumenten afwegen om die zaak inhoudelijk te betwisten. Uw bewering dat niemand dat betwist, klopt dus niet. In de Verenigde Naties wordt namelijk vrijwel alles betwist. Er zijn zelfs juristen die ontkennen dat de Russische invasie van Oekraïne een schending vormt van de internationale rechtsregels. Dat zijn de juristen van het Kremlin. Ik wil daarmee aangeven dat dit een eeuwige discussie is.

Wanneer u mij dus vraagt of ik van oordeel ben dat de internationale rechtsregels zijn overschreden, dan antwoord ik zonder aarzeling bevestigend. Daarover ben ik niet dubbelzinnig. Ik heb ook goed begrepen wat onze premier daarover heeft gezegd. Zijn boodschap was volgens mij dat we vooral naar onszelf moeten kijken en dat Europa eindelijk lessen moet trekken uit de verschuiving naar *hard power*. We zijn daar laat mee. In de politiek mag men nooit zeggen dat het te laat is, omdat dat hopeloosheid en moedeloosheid uitstraalt, terwijl mensen behoefte hebben aan hoop. Men kan dus niet stellen dat het te laat is, maar ik moet wel erkennen dat we laat zijn, zelfs zeer laat, ook wat de heropbouw van onze defensie betreft.

Als ik zie welke prijzen vandaag moeten worden betaald voor wapensystemen, dan is dat bijzonder pijnlijk. Als we tien jaar geleden waren begonnen, hadden we veel goedkoper kunnen aankopen.

Vandaag wil iedereen kopen en dat drijft de prijzen op door de marktomstandigheden van vraag en aanbod. Dat is spijtig. In de commissie voor de Controle op de Legeeraankopen en -verkoop moet ik nu dossiers over legeraankopen voorleggen waarvan men terecht zegt dat ze bijzonder duur zijn. Hadden we die aankopen tien jaar geleden gedaan, dan had ons dat slechts de helft gekost. Dat hebben we echter niet gedaan.

Mijnheer Van Hecke en collega's, wij moeten focussen en ik denk dat dat ook de boodschap is die verschillende regeringsleden hebben proberen te geven. Er is Venezuela, maar dat is een zaak voor Buitenlandse Zaken, niet voor Defensie. Er is geen vraag om troepen naar Venezuela te sturen. Ik heb daar als minister van Defensie eigenlijk helemaal niets over te zeggen. U vraagt naar mijn persoonlijke mening daarover wegens mijn post. Ik heb mijn mening daar gezegd, laat dat helder zijn, maar richt u voor het overige tot de heer Prévot. Ik hoop dat hij morgen op het vliegtuig goed kan uitslapen, want het zal hevig worden. Het is niet aan mij om daar uitspraken over te doen.

01.12 Stéphane Lasseaux (Les Engagés): Monsieur le ministre, merci pour vos réponses et vos éclaircissements.

Je partage votre analyse. Vous avez raison, il y a une crise au sein de l'OTAN. Il ne faut pas le nier. Mais je confirme aussi que pour moi, et je l'ai mentionné dernièrement, nous avons été depuis bien trop longtemps les passagers clandestins de notre défense.

Toutefois, faut-il le signaler? Je vous redemande, monsieur le ministre, de rencontrer vos homologues européens afin de pouvoir se coordonner.

Faut-il également le rappeler? Il est nécessaire, certainement, d'informer les États-Unis qu'il y aura des conséquences aux actions qu'ils sont en train de mener. Ces conséquences seront certainement diplomatiques, économiques voire autres.

Mais aussi, chers collègues, si nous agissons dans ce sens en opposition aux États-Unis, il y aura aussi des risques de conséquences négatives pour la Belgique, qu'il s'agisse de conséquences diplomatiques, économiques et budgétaires, sécuritaires, sociales et peut-être militaires.

Nous devons l'assumer auprès de notre population. Nous sommes prêts à le faire: c'est une interrogation. Je réinsiste, sommes-nous réellement prêts à le faire?

01.13 François De Smet (DéFI): Monsieur le ministre, je vous remercie de vos réponses.

L'intégrité territoriale des membres n'est pas négociable. Vous le dites très bien, mais nous ne devons pas sous-estimer ce qui se passe. Nous allons parler aux Américains. D'accord. Cependant, quelle est notre marge de manœuvre pour discuter avec des gens qui tiennent des propos si radicaux? Si ce qui intéressait les Américains, c'étaient des garanties de défense, honnêtement, ils les ont déjà: une de leurs bases est installée au Groenland, avec lequel ils ont conclu des accords de défense, tout comme avec le Danemark au sein de l'OTAN. Donc, ne nous trompons pas. Nous n'avons pas affaire uniquement à des gens qui veulent davantage de sécurité, mais affaire à une perspective impérialiste d'envie de gains territoriaux. Ils pensent que, comme ils sont très forts, il suffira de le répéter haut et fort pour que cela ait lieu. Raison pour laquelle nous devons, non pas envoyer des troupes au Groenland, mais hausser le ton de la même manière. Nous devons être pleinement solidaires de nos alliés danois et rappeler, comme vous l'avez fait, que l'intégrité territoriale des membres doit être préservée et que cet épisode vaut une question de crise au sein de l'OTAN.

Pour le reste, même si nous ne sommes pas d'accord à propos des F-35, votre diagnostic est exact. En effet, nous payons des années de désinvestissement. Nous, Européens, prônons des valeurs fortes – celles du droit international –, que nous devons conserver. Il n'y a quasiment que nous, pour l'instant, qui les déclarons fortement parce que nous nous trouvons au milieu d'empires en résurgence: la Chine, les États-Unis, la Russie. Toutefois, il nous manque la force. Nous sommes un empire doté de valeurs, un empire de consommateurs, mais un empire dénué de force. C'est pourquoi nous avons raison d'investir au maximum dans notre défense, comme nous le faisons. Nous pourrions nous passer de dépendances technologiques pour le F-35, mais je reconnais honnêtement que, pour le reste, vous faites chaque fois votre possible pour investir européen. Vous achetez des munitions et des chars. Par ailleurs, il faut développer une industrie et une technologie de défense européenne. De même,

accessoirement, il importe de nous rendre indépendants sur d'autres plans qui ne vous concernent pas directement, à savoir la politique énergétique et industrielle. C'est la seule manière de nous en sortir demain.

01.14 **Christophe Lacroix (PS):** Monsieur le ministre, merci pour vos réponses.

Un élément m'a rassuré, vous avez été clair sur la souveraineté du Groenland. Le Groenland appartient aux Groenlandais, appartient au Danemark, et donc aux Danois de manière plus large. C'est incontesté et incontestable. Nous avons d'ailleurs introduit une proposition de résolution visant au respect du principe de souveraineté du Groenland en commission des Relations extérieures. Nous espérons que ce dossier sera à l'ordre du jour de cette commission la semaine prochaine.

Je suis beaucoup moins d'accord avec vous quand vous prétendez que nous sommes moins forts aujourd'hui et que, dès lors, nous devrions presque nous soumettre aux diktats du président Trump, de son administration et de son gouvernement. Nous ne sommes pas moins forts. L'Union européenne, si elle se rassemble autour d'une volonté commune, dispose d'un arsenal militaire comparable et supérieur à celui de la Russie. C'est sur le plan de la puissance nucléaire que nous avons du retard. Sans la France et sans le Royaume-Uni, effectivement, nous sommes en difficulté.

Au sujet du retard de la Belgique, convenez avec moi, avec l'honnêteté intellectuelle qui est la vôtre, que votre prédécesseur N-VA, M. Vandeput, n'a pas fait du bien à l'armée et à la Défense. Les économies de 1,7 milliard ont été opérées sous le ministre Vandeput. En 2015 et en 2016, dans les tableaux budgétaires que je suis allé rechercher, il n'y avait aucun crédit d'engagement pour l'achat de munitions. J'eusse espéré que ce soit vous qui eûtes été ministre à l'époque. Certainement, nous aurions agi différemment.

Enfin, il faut véritablement ouvrir les yeux face à Donald Trump, mais aussi face au vice-président Vance, à Rubio et à toute sa clique. En effet, c'est une clique d'impérialistes, de souverainistes, qui n'ont qu'une volonté – et c'est écrit dans la stratégie nationale américaine –, celle d'affaiblir l'Union européenne et saper la démocratie européenne.

Je terminerai en vous disant à quel point cette Amérique-là n'est plus notre alliée. Elle n'est plus notre alliée pour défendre la démocratie, les valeurs européennes et les valeurs de droits humains. Selon les informations de *Der Spiegel*, qui n'est quand même pas un tabloïd mais un journal très sérieux allemand, il y a une influence et des menaces du gouvernement américain aujourd'hui sur les juges en France qui vont revoir en appel le jugement de Mme Le Pen. Car l'objectif de Donald Trump et de son gouvernement est effectivement de soutenir financièrement, mais également par des ingérences politiques anormales, des régimes ou des dirigeants d'extrême droite dans l'Union européenne pour mettre à bas l'idéal européen et les valeurs fondamentales qui ont construit le projet européen; mais qui le maintiendront coûte que coûte, quoi qu'en pense Trump et quoi qu'il puisse faire à son égard.

01.15 **Axel Weydts (Vooruit):** Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik onthoud een aantal elementen uit uw lang en goed antwoord.

Ten eerste, het is goed dat op het hoogste niveau wordt gepraat. Het is heel belangrijk dat de kwestie wordt uitgepraat en niet leidt tot een openlijk conflict binnen de NAVO. Dat kunnen wij immers missen als kiespijn. Immers, indien de kwestie zou uitmonden in een daadwerkelijk conflict binnen de NAVO, dan zal slechts één persoon de champagne ontkurken op het nieuwe jaar, namelijk Poetin in het Kremlin.

Dat is ook het probleem. Poetin is de vijand. Daarover bestaat geen twijfel. Indien Poetin uiteindelijk de enige zou zijn die garen spint uit een verdeelde NAVO, dan ben ik niet overtuigd of hij door Trump wel als een grote vijand zal worden beschouwd. Wat wij de voorbije maanden onder de regering-Trump hebben gezien, wijst immers op grote toenaderingen tot Poetin. Er liggen bovendien plannen op tafel die grotendeels tegemoetkomen aan de wensen van Poetin. Ik ben er dan ook niet gerust in dat de regering van de Verenigde Staten Poetin en Rusland daadwerkelijk als de grote bedreiging beschouwt. Die nuance lijkt mij belangrijk om te maken.

U hebt vandaag bijna letterlijk de Belgische leuze "Eendracht maakt macht" gehuldigd, wat ik niet van u had verwacht. Die leuze geldt niet alleen voor ons land, maar evenzeer voor de NAVO. Het is dan

ook van groot belang dat de NAVO met één stem blijft spreken.

Collega's, waarom is die backstop zo belangrijk en zo cruciaal? Waarom ben ik zo ongerust over het mogelijk afnemende vertrouwen in de regering-Trump? Die backstop is essentieel omdat Europa vandaag op eigen kracht nog niet sterk genoeg staat. Dat is de realiteit. Men kan het tegendeel proberen te beweren, maar op het vlak van strategische *enablers* staan wij nergens. Dat geldt vooral voor de capaciteit op het vlak van intelligence. De inlichtingen die wij vandaag van de Verenigde Staten ontvangen en waarop wij vandaag een beroep doen om onze operaties veilig te kunnen leiden, zijn cruciaal. Die capaciteit hebben wij op Europees niveau niet.

Het is dan ook heel terecht dat wij opnieuw bouwen aan onze eigen defensie, niet alleen in België maar in heel Europa. Wij moeten bouwen aan een Europese defensiepijler binnen de NAVO, zodat wij op eigen benen kunnen staan en voldoende sterk worden. Ik volg u ook volledig wanneer u stelt dat wij zodoende een stok achter de deur hebben, aangezien wij er met praten alleen niet zullen komen in de huidige tijden en in een wereld waarin autocraten aan de macht zijn.

Het is dan ook goed dat de huidige regering met Vooruit eindelijk opnieuw investeert in onze defensie en werk maakt van de *hard power* die wij helaas nodig zullen hebben.

01.16 Darya Safai (N-VA): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord, ook voor de nodige nuances die u aanbrengt. Uiteindelijk moeten we beseffen dat we moeten blijven werken binnen ons bondgenootschap en dat Amerika onze grootste bondgenoot is. Met elkaar ruzie maken of elkaar schofferen, helpt ons geen meter verder.

Het is belangrijk om de discussie met elkaar te voeren, zeker met het oog op de komende NAVO-top. Dat is een belangrijk onderwerp dat op de agenda moet staan. Collega's die denken dat we nu veel te zeggen zouden hebben, vergissen zich echter, aangezien we jarenlang te weinig hebben geïnvesteerd in onze defensie. Deze regering doet daar eindelijk iets aan. We investeren nu verder en we zullen dat de komende jaren nog veel meer moeten doen.

Collega's, we leven niet in een leegte. We moeten beseffen dat we zonder Amerika nog zwakker zullen staan. Als iemand die in Iran geboren en opgegroeid is, zag ik dat al jaren geleden aankomen. In de commissie voor Landsverdediging moesten we met de N-VA echter blijven vechten, zelfs om onze drones te bewapenen. De vorige regering en de minister die we toen hadden, hebben beslist om onze drones niet te bewapenen. Dat zijn de feiten en dat zijn de resultaten van de beslissingen in de vorige regering, dus u kunt nu niet vragen waarom we hier niet klaar voor zijn.

Mijnheer de minister, ik wens u heel veel succes voor de komende jaren. Dank u wel.

01.17 Kjell Vander Elst (Open Vld): Mijnheer de minister, dank u voor uw antwoord. Ik wil een aantal zaken zeggen.

Ten eerste, u zegt dat men voor een aantal vragen bij de minister van Buitenlandse Zaken moet zijn en u vindt het wat vreemd dat hier collega's van de commissie voor Buitenlandse Betrekkingen of van andere commissies aanwezig zijn. U kunt daar echter niet verbaasd over zijn, aangezien u elke dag of elke week op Twitter, Facebook en Instagram uw mening geeft over buitenlandse aangelegenheden. Dan is het niet zo bijzonder dat hier vragen worden gesteld over thema's van Buitenlandse Zaken.

U hebt een aantal antwoorden gegeven over uw eigen uitspraken. Dank daarvoor. U was gedetailleerd over uw standpunten. Het is echter niet zo bijzonder dat hier collega's van de commissie voor Buitenlandse Betrekkingen aanwezig zijn als u daarover wekelijks beschouwingen geeft. Dat is uw goed recht en dat mag. Ik vind dat ook leuk om te lezen. Als u elke week beschouwingen geeft over Buitenlandse Zaken, is het niet verbazingwekkend dat daarover hier vragen komen.

Het punt dat mij misschien het meeste stoort, mijnheer de minister, is dat u fulmineert over het verleden. Het was allemaal te traag en te laat en de vorige regeringen hebben ons in de miserie gebracht. In de laatste tien jaar, de periode van 2015 tot 2025, zaten we echter ongeveer vijf à zes jaar met een minister van Defensie van de N-VA. Ook uw partij maakte toen deel uit van de regering.

Ik vind ook dat we moeten opschalen, dat we sterker moeten investeren en dat we een sterkere defensie

nodig hebben. Zoals veel Europese landen maken we de laatste twee jaar inderdaad een inhaalbeweging. Er zijn heel wat linkse partijen in de oppositie. Ik behoor daar niet toe, voor alle duidelijkheid. Ik ben geen lid van een linkse partij, maar er zijn ook heel wat linkse regeringsleiders in andere Europese landen die diezelfde inhaalbeweging maken. Alles zomaar afschuiven op het verleden, op de linkse oppositie of op linkse partijen en hen als naïef wegzetten, is dus niet correct, mijnheer de minister. Dat is niet correct. De laatste tien jaar zat uw partij vijf jaar op de stoel van de minister van Defensie.

Ten derde, ik ben het met u eens dat we zowel *hard power* als *soft power* nodig hebben. We hebben *hard power* nodig, maar ook *soft power*. Ik ben heel blij dat u zegt dat territoriale integriteit *non-negotiable* is. Het is zeer goed dat u het belang daarvan hier onderschrijft. Als reactie op de eerste minister stel ik dat palaveren over territoriale soevereiniteit en internationaal recht wél belangrijk is. Wij moeten daarover spreken, want als wij dat al niet meer doen, wie dan wel? Het is een totale chaos op het wereldtoneel. Daarom zijn er spelregels nodig.

Het internationaal recht biedt spelregels in een periode van chaos. We moeten dat blijven zeggen en dat is minstens even belangrijk als *hard power*. *Soft power* is minstens even belangrijk als *hard power*. U hebt mijn steun voor het versterken van onze defensie, maar we mogen *soft power*, diplomatie en het naleven van internationale rechtsregels absoluut niet vergeten.

01.18 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, u was duidelijk over twee zaken. Ten eerste apprecieer ik dat u met betrekking tot Groenland een initiatief hebt genomen en een duidelijke lijn trekt. Ten tweede stel ik het op prijs dat u hebt gezegd dat u vindt dat de internationale rechtsregels zijn geschonden in Venezuela, hoewel u bij aanvang verklaarde geen uitspraken te zullen doen over het internationale aspect en dat over te laten aan minister Prévot en premier De Wever. Nochtans tweet u steeds over allerlei internationaalrechtelijke aspecten en geopolitieke situaties.

Ik verwacht van een minister ook duidelijke uitspraken daarover. U gaat zelfs verder dan de eerste minister. De eerste minister zei in *Terzake* gisteren dat men zich vragen kan stellen bij de werkwijze. U was duidelijker en scherper dan de eerste minister, waarvoor mijn felicitaties. Uw uitspraak was echter een ingeving van het moment, waarbij het buikgevoel de voorbereide tekst terzijde liet. Collega's, respect voor het internationaal recht is geen keuze à la carte. Ik verafschuw de stelling dat internationale rechtsregels naargelang de situatie meer of minder belangrijk zijn. Een regering, een minister of een land moet erkennen dat internationale regels leidend zijn in de politiek en in onze reacties, en moet consequent zijn in de toepassing daarvan.

Dat verwacht ik van de regering, want anders geeft u verkeerde signalen. Als u *soft* bent en begrip toont voor een actie van – laten we zeggen – een verlicht despoot in het Witte Huis en als u die kerel groen licht geeft, dan denkt hij dat hij verder kan gaan. Waarom zou hij dan niet hetzelfde doen in Groenland, in Colombia en in Mexico? Er moet een duidelijke lijn worden getrokken en in uw antwoord doet u dat ook.

Ik wil nog even terugkomen op de tweet. Ik heb uw tweet nog eens goed gelezen en die is voor interpretatie vatbaar. U hebt echter ook nog iets anders gedaan, u hebt ook een bepaalde tweet geretweet. In die tweet stond: "Venezolaanse oppositieleider en recente winnares van de Nobelprijs is het oneens met alle hysterische roepers met hun internationaal recht." Dat hebt u geretweet. Als ik iets retweet, is dat meestal iets waar ik achter sta. Deze retweet kan worden geïnterpreteerd alsof u het internationaal recht ook maar hysterisch gedoe vindt. U hebt dat daarnet rechtgezet, maar misschien moet u dan ook uw retweet verwijderen of voortaan twee keer nadenken voor u iets retweet. Dat zou een stuk duidelijker zijn.

01.19 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

En complément de la réplique de mon collègue Van Hecke, je soulignerai que vous avez en effet été clair sur certains aspects. Par contre, je suis étonnée par les propos de certains collègues qui continuent de marteler à quel point les États-Unis sont et restent notre meilleur allié. Aujourd'hui, continuer à penser que le salut de la Belgique et de l'Europe passe par cette Alliance est de l'aveuglement complet au regard de ce qui est en train de se passer. La situation actuelle est très claire: nous constatons un non-respect du droit international et de la territorialité du Groenland, et donc de l'Union européenne. Nous devons agir en conséquence.

L'enjeu en matière d'autonomie, en particulier d'autonomie énergétique, est évidemment énorme. Et c'est précisément l'un des enjeux des prochaines années: parvenir à être davantage résilients et autonomes, tant au niveau européen qu'au niveau belge, en la matière.

Plus spécifiquement, même si nous ne serons jamais d'accord sur la question des F-35, il est évident qu'il ne s'agit pas d'une bonne option d'en racheter pour 1,6 milliard d'euros d'argent public – l'argent des citoyens belges – pour un résultat tel que celui qui se produit aujourd'hui et qui se reproduira sans doute à l'avenir. Comme vous le disiez, le Danemark a acheté des F-35; nous voyons bien la situation dans laquelle il se trouve et la façon dont le président Trump le traite.

Monsieur le ministre, si vous voulez flatter l'ego de Trump, offrez-lui un Manneken-Pis plaqué or, mais ne lui offrez pas, sur un plateau d'argent, 1,6 milliard d'euros d'argent public pour des avions qui ne garantissent en rien notre sécurité ni notre autonomie! Ce dont nous avons besoin, c'est d'une défense européenne et d'une coordination au niveau des achats; aujourd'hui, entre les différents pays européens, c'est la zizanie concernant les différentes sortes de chars, de tanks et d'avions. Par ailleurs, il faut être ferme. En effet, dans un monde où prévaut la loi du plus fort, c'est en faisant preuve de fermeté et en traçant des lignes rouges très claires que nous parviendrons à nous faire respecter, et non en nous mettant à plat ventre.

01.20 Koen Van den Heuvel (cd&v): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord.

Ik heb veel zaken gehoord waarmee ik volledig akkoord ga, onder meer over de loyaliteit en de geloofwaardigheid van het bondgenootschap, die niet onder druk mogen komen. Groenland is *non-negotiable*. Het lijkt mij heel belangrijk dat we binnen Europa evolueren van *soft power* naar *hard power*. Ik denk dat er volledige eensgezindheid bestaat over het uitbouwen van een sterke Europese pijler. Hoe we dat zullen doen, is wel een bijzonder belangrijke vraag. U maakt graag een analyse van het verleden. Ik denk dat we een collectieve verantwoordelijkheid dragen. We hebben allemaal deel van de regering uitgemaakt. Als men de cijfers bekijkt, ik doe dat voor de eerste en de enige keer, dan ziet men dat de regering die het minste aan defensie heeft besteed in bbp-cijfers, de Zweedse coalitie was. Laten we dus stoppen met die analyse van het verleden te blijven maken. Het is een collectieve verantwoordelijkheid, die misschien voor de ene wat meer doorweegt dan voor de andere, maar we moeten vooral vooruitkijken.

De vraag is hoe we Europa sterker kunnen maken. Investerings zijn daarbij absoluut noodzakelijk, daarin hebt u voor honderd procent gelijk. We hebben echter al vaker besproken dat investeringen efficiënt moeten gebeuren, zodat we dat narratief ook bij onze bevolking warm kunnen houden. Dat betekent dat we meer moeten samenwerken en onder de dominantie van de grotere Europese landen moeten uitkomen. We moeten evolueren naar een harmonisering van normen, maar daarop kunnen we op een ander moment ingaan. Ik ben het volledig eens om met de nodige investeringen te evolueren naar *hard power* binnen Europa.

Een tweede punt betreft Oekraïne. U zei tevreden te zijn met de garanties die gisteravond zijn uitgesproken. Daar blijf ik mij toch wat ongemakkelijk bij voelen. Wat zijn die garanties waard met al die spanningen in het bondgenootschap? Ik denk dat we daar absoluut waakzaam moeten blijven. De vraag blijft openstaan of er op een bepaald moment een ruil zal plaatsvinden.

Een derde punt dat ik nog wil aanhalen, betreft Amerika. De Trumpadministratie is misschien minder NAVO-loyaal, maar we hebben ook gezien dat er in het Congres, zowel bij de Democraten als bij de Republikeinen, een grote flank bestaat met een andere mening over Europa en over het belang van het Atlantische bondgenootschap dan bij die enge Trumpadministratie. Ik vraag mij af in welke mate we met die flank sterkere contacten kunnen onderhouden om die mee te versterken. Dat hangt voor een stuk uiteraard samen met onze geloofwaardigheid om meer te investeren in defensie. Meer investeringen bieden hun extra argumenten om af te stappen van dat enge imperiale denken van de Trumpadministratie.

Niet iedereen in Amerika zit op dezelfde golflengte. Europa dient daarin een rol te spelen en te tonen dat het zijn verantwoordelijkheid wil opnemen.

01.21 Sam Van Rooy (VB): Minister Francken, bedankt. U bent een van de weinige ministers in deze

regering naar wie ik met interesse kan luisteren. Daarom ben ik hier ook aanwezig.

Dit gezegd zijnde, iedereen, behalve extreemlinks, is blij met de val van de criminele linkse tiran, Maduro, maar niet met de manier waarop. Hoe het dan wel had moeten gebeuren, weet men natuurlijk niet. Dat kan men natuurlijk niet zeggen.

Er moet me in dit debat toch nog iets van het hart. Al het gejammer dat we ook hier weer horen over het internationaal recht, laat vooral zien hoe losgezongen van de realiteit veel politici geraakt zijn. Ik zou het echt ook graag anders zien, geloof me, dames en heren, maar het internationaal recht was eigenlijk niet meer dan een comfortabele illusie die enkele decennia heeft kunnen standhouden. Het heeft nooit werkelijk bestaan. Nu is de wereld inderdaad teruggevallen in haar natuurlijke toestand van machtspolitiek van grootmachten.

Wetten – dat zou u toch allemaal moeten weten – bestaan alleen bij de gratie van de onderwerping aan een hogere autoriteit die de wetten met geweld kan afdwingen. Zo'n hogere mondiale autoriteit bestaat niet. Zelfs als men de VN als dusdanig wil beschouwen, beschikt die organisatie helemaal niet over de macht om het internationaal recht af te dwingen, behalve misschien tegenover kleine, zwakke landen. Toen de VS Irak binnenvielen, keek de VN machteloos toe. Toen Rusland Oekraïne binnenviel, deed de VN niets. Als China morgen Taiwan binnenvalt, zal de VN niets doen. Dat weten we. Als men een wet niet kan handhaven, beste politici, is ze de facto geen wet. Dan bestaat ze niet.

Het is dus in ons belang dat we zo sterk mogelijk zijn en dat onze tegenstanders zo zwak mogelijk zijn. President Trump is in dat opzicht een realist en een pragmaticus. Hij doorziet de fictie waaraan andere zogenaamde leiders in Europa zich blijven vastklampen. Een goede leider bevordert de nationale belangen van zijn land. Als meer westerse leiders dat zouden doen zoals Trump het doet, zou onze beschaving in Europa er vandaag veel beter voorstaan.

De **voorzitter**: Ik begrijp dat de minister ook nog iets wil inbrengen.

01.22 Minister **Theo Francken**: Collega's, sta me toe om nog heel kort te reageren. Op zich is het interessant dat we met elkaar spreken, en het is waar, ik spreek mij uit over veel dingen en dat heb ik altijd gedaan, het is soms ook sterker dan mezelf. Ik probeer dat op een genuanceerde manier te doen, en daarom is dit ook zo'n interessante commissie, waar op den duur iedereen naartoe komt. Dat is heel fijn. Welkom. U hoeft zich vooral niet onwelkom te voelen omdat u hier maar één keer komt. Trouwens, ik hoop dat Staf Aerts zo snel mogelijk beter is en een beter jaar tegemoetgaat, en dat we hem ook veel kunnen zien. Wat hij meemaakt, is natuurlijk niet fijn. Tinne heeft hier vaak gezeten; u helpt elkaar en de solidariteit is heel groot binnen uw fractie. Ik hoop echt dat hij zo snel mogelijk terug is. Laat dat ook heel duidelijk zijn: ik hoop dat Staf zo snel mogelijk geneest, zodat we opnieuw met hem kunnen discussiëren en van gedachten wisselen.

Een paar dingen. *Retweets are not endorsements*. Bij deze is dat dan ook officieel genotuleerd. Sommigen zetten dat erbij, ik doe dat nu eenmaal niet, ik ga het er niet bij zetten, maar bij deze is het gezegd in de officiële zitting.

Het meest interessante dat ik toch wel gehoord heb, is wat Koen Van den Heuvel heeft gezegd over het belang van voldoende contacten met die parlementsleden. Dat vind ik ook. Daarvoor heb je onder andere het NAVO-parlement. Ik weet dat niet iedereen daar lid van kan zijn en dat dat beperkt is, maar er zijn ook andere mogelijkheden. Er is de Inter-Parliamentary Union (IPU). Er zijn andere mogelijkheden om in nauw contact te komen met Amerikaanse parlementsleden van het Congres en de Senaat. Vooral het Congres is belangrijk, maar ook de Senaat. Die zijn wat minder bereikbaar omdat ze heel drukbezet zijn, maar het Congres heeft veel leden.

Die vriendschapsbanden smeden en met elkaar praten is belangrijk, ik kan het maar voldoende herhalen. Elkaar afsnauwen, daar hebben we niets aan. Er zijn opnieuw heel wat forse uitspraken gedaan, en dat is goed voor de achterban; ik snap die filmpjes, die draaien dan goed. Maar wat hebben we daaraan als Westen? Wat levert ons dat op? Ik denk dat het ons verderaf brengt van ons doel. Ik denk dat dat ons in de problemen kan brengen.

Als men mij dan vraagt naar die veiligheidsgaranties en welke garanties dat zijn ... Wel, hoe meer u in de hand bijt die u voor een stuk voedt, hoe meer waarschijnlijk het is dat men zal zeggen: zoek het zelf

maar uit in Europa, trek uw plan. Dat is voor een stuk ook een selffulfilling prophecy.

Blijf dus met elkaar praten. Het NAVO-parlement is een heel belangrijk instrument, maar ook de IPU en de Verenigde Staten. Maak een reis met de commissie. Vraag een ontmoeting met de commissie voor Defensie van het Congres. Nodig hen uit; ze zijn zo vaak in Brussel. Met het NAVO-parlement zijn ze in februari een week hier, nodig hen dus uit. Het is in de krokusvakantie. Ik weet dat iedereen dan graag gaat skiën, maar de wereld staat in brand. Nodig hen uit en praat met hen. Leer elkaar kennen. Wissel kaartjes uit. Heb contact. U kunt ook eens bellen naar Washington; ik doe dat al jaren: eens bellen en vragen wat er juist aan de hand is, omdat ik bepaalde dingen in de krant lees.

Dat is dus een eigen keuze. U kunt zeggen dat u dat principieel niet doet, dat is geen probleem, maar er zijn wel voldoende mensen in de commissie die dat wel degelijk zouden willen.

Ik blijf ervan overtuigd dat men op een rationele manier kan overtuigen. U hebt al kunnen vaststellen dat de president weliswaar machtig is in de Verenigde Staten, maar niet oppermachtig. Het Congres heeft al een aantal keren de koers bepaald. Bij ons zegt men soms dat de parlementsleden enkel maar op een stemknopje moeten drukken en maar moeten luisteren. Dat is in het Belgische Parlement ook niet waar, ik ga niet akkoord met die stelling. Voor de Verenigde Staten geldt dat absoluut niet. Dit is dus een oproep. Meer kan ik op dat vlak niet zeggen.

We kunnen eindeloze discussies voeren over de F-35's, de vier jaar ministerschap van de heer Vandeput en de investeringen. Ik zal dat een volgende keer met veel plezier doen, maar als we dat nu zouden doen, zouden er veel replieken komen en zitten we hier nog een uur, terwijl er ook nog vragen moeten worden beantwoord. Dan zou ik binnen twee maanden de vraag krijgen waarom er een achterstand van 90 vragen is en waarom ik nooit kom. We bewaren die discussie dus voor een volgende keer. Ik ben het niet eens met wat hier werd gezegd, maar dat weet u wel.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, ik dank u voor deze toevoeging.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Anthony Dufrane à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Le nombre d'exercices militaires conjoints organisés chaque année" (56010926C)

02 Vraag van Anthony Dufrane aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "Het aantal gezamenlijke militaire oefeningen die elk jaar gehouden worden" (56010926C)

02.01 **Anthony Dufrane** (MR): Monsieur le ministre, les exercices militaires conjoints, comme l'opération Yellow Guardian dernièrement organisée dans les provinces de Luxembourg et de Liège, jouent un rôle clé dans le renforcement de l'interopérabilité des forces alliées et la préparation aux opérations de l'OTAN.

Cet exercice, qui a récemment rassemblé plus de 800 militaires et 200 véhicules issus de six nations (Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne, République tchèque), illustre l'importance de ces entraînements pour la cohésion et l'efficacité des unités internationales.

Les données sur le nombre total d'exercices de ce type organisés chaque année, leur répartition entre le territoire belge et l'étranger ainsi que le niveau de participation des bataillons belges aux opérations conjointes de l'OTAN sont peu mises en avant, principalement pour des raisons de sécurité et de secret défense. Néanmoins, il serait pertinent de communiquer des informations à caractère non sensible, afin d'évaluer l'engagement de la Belgique dans la coopération militaire internationale et l'adéquation des ressources allouées à ces entraînements.

Monsieur le ministre, combien d'exercices militaires conjoints similaires à Yellow Guardian sont organisés chaque année avec la participation de la Belgique? Quelle est leur répartition entre le territoire belge et l'étranger? Combien de pays membres de l'OTAN participent en moyenne à ces exercices et quels sont les principaux objectifs stratégiques poursuivis? Quels bataillons ou unités belges sont le plus souvent impliqués dans ces exercices? Pourquoi certains bataillons sont-ils plus régulièrement mobilisés? Quels sont les budgets et les ressources humaines alloués à l'organisation et à la participation belge à ces exercices? Enfin, monsieur le ministre, envisagez-vous de renforcer la

fréquence ou l'ampleur des exercices conjoints, notamment pour préparer les unités belges aux défis émergents (cyberdéfense, guerre hybride, etc.)? Quelles collaborations supplémentaires sont prévues à cet effet?

02.02 Theo Francken, ministre: Merci monsieur Dufrane.

Pour l'ensemble de la force terrestre, une dizaine d'activités d'entraînement de cette ampleur sont organisées chaque année, en plus de l'entraînement fonctionnel régulier. Les exercices multinationaux sont majoritairement organisés à l'étranger dans des camps d'entraînement plus vastes.

Pour 2026, la force terrestre participera entre autres à Precise Response au Canada pour la capacité génie, Griffin Strike en Allemagne pour l'artillerie et Flaming Sword en Lituanie pour le Special Operations Regiment.

Chaque capacité dispose d'opportunités d'entraînement à l'étranger avec plusieurs nations de l'OTAN. Ces exercices sont bien souvent multinationaux afin que la communauté, dans une niche parfois spécifique, soit la plus large possible.

Généralement, ces exercices comptent 5 à 10 nations OTAN, le but étant de pouvoir échanger sur les bonnes pratiques de chaque nation, faire profiter des expériences de chacun, découvrir aussi d'autres matériels et surtout renforcer l'interopérabilité des forces alliées.

L'idée est de participer à ces rendez-vous majeurs avec nos partenaires stratégiques directs, avec qui nous sommes amenés à nous déployer régulièrement en opérations: la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg.

02.03 Anthony Dufrane (MR): Merci monsieur le ministre pour tous les chiffres apportés et les explications.

Au vu de l'évolution actuelle des relations internationales, même au sein de l'OTAN, je suis rassuré de savoir que nos troupes se forment et se préparent à toutes les éventualités. Il est primordial que le plus grand nombre possible de soldats soient formés aux différents scénarii.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van Sam Van Rooy aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "Mogelijke voedseldroppings boven Nigeria" (56010938C)

03 Question de Sam Van Rooy à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "Les éventuels largages de vivres au Nigeria" (56010938C)

03.01 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, ik heb deze vraag aan u ingediend op 26 november. Dat is ondertussen bijna anderhalve maand geleden.

Er dreigt in Nigeria een hongersnood van ongekende omvang door de groeiende instabiliteit als gevolg van onder andere de islamitische jihad. Zult u nu ook voedseldroppings uitvoeren boven Nigeria, net zoals dat boven Gaza is gebeurd? Zo niet, waarom niet?

Naast Nigeria gaat het ondertussen ook om Soedan, Zuid-Soedan, Jemen, Haïti, Mali, Afghanistan, Congo, Somalië en Kenia. Dat zijn allemaal landen waar hongersnood heerst, waar er een groot risico op hongersnood bestaat of waar honderdduizenden tot miljoenen mensen met acute honger worden geconfronteerd.

In al die landen zijn er gebieden waar onvoldoende voedsel beschikbaar is, waar het voedseltekort levensbedreigend is of waar mensen zelfs sterven van de honger. Ik herhaal dus mijn vraag, maar ruimer gesteld. Op welke plaatsen, in welke van de genoemde landen, hebt u voedseldroppings uitgevoerd of plant u die uit te voeren, zoals dat boven Gaza is gebeurd? Ik ben benieuwd naar uw antwoord.

De **voorzitter**: Collega Van Rooy, het heeft anderhalve maand geduurd omdat de vraag de vorige keer

niet kon worden behandeld omdat u niet aanwezig was.

03.02 Sam Van Rooy (VB): Dat was geen verwijt, gewoon een vaststelling.

03.03 Minister Theo Francken: Dank u, mijnheer Van Rooy.

Van 1 tot 19 augustus 2025 nam de Belgische Defensie voor de tweede maal deel aan operaties waarbij voedselgoederen boven de Gazastrook werden gedropt. Dat gebeurde in het kader van een internationale coalitie die opereerde vanuit Jordanië. Die droppings vonden plaats na een internationale steunaanvraag en na een beslissing van de federale regering.

Tot heden heeft Defensie geen aanvraag ontvangen voor voedseldroppings in andere theaters.

03.04 Sam Van Rooy (VB): Minister Francken, ik heb u hierover eerder bevraagd en ik moet helaas vaststellen dat dit zeer korte, naar mijn oordeel nietszeggende antwoord bevestigt dat u zich hebt laten meeslepen door wat ik beschouw als een leugenachtige anti-Israëlobsessie van uw linkse coalitiepartners. U kunt daarmee lachen, maar met veel tromgeroffel bent u op kosten van de belastingbetaler voedsel gaan droppen boven Gaza.

Dat gebeurde volgens mij niet omdat het noodzakelijk was – wat achteraf ook bleek – maar om uw linkse en antisemitische coalitiepartners te paaïen. Dat komt bovendien boven op de tientallen miljoenen euro's die deze regering bijdraagt aan de Palestijnse jihad. Ik vind dat schandalig.

Voor de landen die ik heb opgesomd – Soedan, Zuid-Soedan, Jemen, Haïti, Mali, Afghanistan, Congo, Somalië en Kenia, waar men voedseldroppings wel zou kunnen gebruiken –, doet u niets of horen we u niets zeggen, minister Francken. Er tekent zich volgens mij een duidelijk patroon af: deze regering zit veel meer in met jihadistische Palestijnen dan met onderdrukte en afgeslachte christenen in het Midden-Oosten en in Afrika. Dat vind ik echt weerzinwekkend.

03.05 Minister Theo Francken: Mogelijk hebt u niet volledig geluisterd, maar er is geen vraag gekomen. Ik weet dat u dit heel graag heel polariserend voorstelt, alsof ik het slachtoffer ben van een soort van antisemitische club in de regering, maar dat is natuurlijk niet zo. Ik ben genoodzaakt te antwoorden op een aantal vragen die vanuit die hoek worden gesteld, laat me het zo formuleren.

Er is vanuit een internationale coalitie de vraag gekomen om voedseldroppings uit te voeren. Wij waren ook niet alleen. Heb ik daarover gecommuniceerd? Ja, ik heb daarover gecommuniceerd. Dat is nog niet verboden. Ik beslis nog steeds zelf waarover ik communiceer.

Ik ben trouwens heel fier op wat onze mensen hebben gedaan. U zei eerder dat de operatie in Venezuela zeer professioneel was. Dit was een heel ander genre van operatie, maar wat onze mensen hebben gedaan boven Gaza, was zeer moeilijk en is zeer professioneel verlopen. Ik ben daar heel fier op. Vrijdag vindt te Melsbroek de receptie van de 15de Wing plaats, ik zal dat daar ook nog eens heel duidelijk aan onze mensen meedelen.

Er is echter geen vraag gekomen vanuit een internationale coalitie met betrekking tot andere operaties. Daaruit de conclusie trekken dat ik die mensen niet wil helpen, dat ik liever Palestijnse jihadisten – om u te quoten – help dan christenen in Nigeria, vind ik kwalijk. Dat moet u niet doen. U weet dat die bewering onjuist is en ik denk dat u daardoor niet sterker wordt. Dat neem ik u kwalijk, want daar klopt niets van.

Als er morgen een vraag zou komen vanuit een internationale coalitie om voedseldroppings uit te voeren boven eender welk gebied, zullen we die vraag steeds op haar merites beoordelen. Ik zal dat dan aan de regering voorleggen. We moeten dan bekijken of het kan, of we over de nodige capaciteiten beschikken, wat we kunnen doen en wie er nog aan deelneemt. Vervolgens zal de regering finaal beslissen of er groen licht wordt gegeven of niet.

U maakt hier een intentieproces over hoe ik naar de wereld zou kijken. U denkt dat ik zo naar de wereld kijk, terwijl u beter weet. Dat vind ik niet correct.

03.06 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer Francken, in het vorige debat sprak u ten aanzien van de heer

Van Hecke over goed lezen, goed luisteren en intellectuele eerlijkheid. Ik heb gezegd dat er zich binnen deze regering een patroon aftekent. Ik heb u daarop niet persoonlijk aangesproken, want ik ken u goed genoeg. Ik weet ook – dat bleek ook uit het debat van daarnet – dat u er vaak anders in staat dan uw coalitiepartners, om de heer Prévot van Buitenlandse Zaken niet te noemen.

Ik heb hierover ook vragen gesteld aan minister Prévot en aan andere ministers. Op basis daarvan kan ik alleen vaststellen dat er zich een patroon aftekent in deze regering waarbij Palestijnse jihadisten in Gaza voorrang en meer aandacht krijgen dan onderdrukte christenen in Afrika en het Midden-Oosten.

Ik denk dat u het er *deep down* wel mee eens bent dat er veel meer aandacht moet gaan naar onderdrukte minderheden, zoals de christenen in het Midden-Oosten en Afrika. Ik denk dat u daar meer voor zou willen doen. U zou dat ook kunnen doen, want u moet als minister niet wachten op een vraag van het internationale niveau, u kunt zelf initiatieven nemen. Dat doet u echter niet. U hebt dat wel gedaan voor Gaza, weliswaar niet op eigen initiatief, maar op vraag. U hebt daar vaak over gecommuniceerd, niet alleen omdat u daar trots op bent, maar ook om uw linkse coalitiepartners te paaien, die enorm anti-Israël zijn, op het antisemitische af, en die gefrustreerd zijn omdat ze weten dat u en de premier niet zo anti-Israël zijn. Dat is de realiteit en ik weet dat u dat *deep down* ook wel beseft.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Questions jointes de

- François De Smet à Jan Jambon (VPM Finances, Pensions, chargé de la Loterie Nationale et Institutions culturelles fédérales) sur "Les pensions de dédommagement aux victimes d'actes de terrorisme" (56011248C)

- Caroline Désir à Annelies Verlinden (Justice, chargée de la Mer du Nord) sur "L'application de la loi du 18 juillet 2017 sur les victimes d'actes de terrorisme" (56011363C)

04 Samengevoegde vragen van

- François De Smet aan Jan Jambon (VEM Financiën, Pensioenen, belast met de Nationale Loterij en Federale Culturele Instellingen) over "De herstellpensioenen voor de slachtoffers van daden van terrorisme" (56011248C)

- Caroline Désir aan Annelies Verlinden (Justitie, belast met de Noordzee) over "De toepassing van de wet van 18 juli 2017 voor slachtoffers van terreurdaden" (56011363C)

04.01 **François De Smet** (DéFI): Monsieur le ministre, cette question avait été adressée à votre collègue, M. Jambon, mais apparemment c'est vous le ministre compétent.

La presse s'est fait l'écho d'un courrier reçu par un couple, victime des attentats de Bruxelles du 22 mars 2016, émanant du Service fédéral des Pensions (SFP), lequel versait jusqu'à présent au mari, 1 730,26 euros au titre de pension de dédommagement aux victimes d'actes de terrorisme, montant désormais – je cite – "adapté par une modification de vos droits" à un montant ridicule de 23,64 euros.

Ceci amène les associations d'aide aux victimes telles que Life for Brussels à mettre en évidence une forme de dysfonctionnement manifeste. L'association rappelle que la pension de dédommagement qui a été conçue en 2017 comme un soutien immédiat et inconditionnel pour permettre aux victimes de terrorisme de se reconstruire, se trouve aujourd'hui détournée de sa finalité. Malgré un cadre légal clair excluant strictement toute récupération d'un dû hors fraude, l'erreur administrative ne pouvant jamais créer ni justifier une dette, le SFP expose désormais des victimes déjà fragilisées au risque inacceptable d'un endettement rétroactif en violation directe de la volonté explicite du législateur. Il se livre à une pratique nouvelle et pourtant apparemment, selon nous, illégale telle que la déduction des provisions non consolidées et en cours de procédure. Cela alors même que les dossiers ne sont pas clôturés et qu'aucune indemnisation définitive n'a été versée.

Monsieur le ministre, avez-vous pris connaissance de cette information? Dans l'affirmative, quelle est votre analyse de la situation? Le retranchement d'un montant pareil peut-il se justifier? Confirmez-vous l'analyse de Life for Brussels? Entendez-vous prendre les mesures *ad hoc* afin de mettre fin à ces pratiques discriminatoires et discrétionnaires du Service fédéral des Pensions?

De **voorzitter**: Collega De Smet, de minister antwoordt op zaken waarvoor hij bevoegd is.

04.02 **Caroline Désir** (PS): Monsieur le ministre, suite aux attentats du 22 mars 2016, le législateur a en effet voté la loi du 18 juillet 2017 qui repose sur trois volets: l'octroi d'un statut de solidarité nationale aux victimes d'actes de terrorisme, l'instauration d'une pension de dédommagement pour les victimes directes et leurs ayants droit et le remboursement des soins médicaux aux victimes.

Moi aussi, je voudrais vous interroger aujourd'hui sur l'exécution de cette loi parce que huit ans plus tard, nous sommes, nous aussi, tout comme mon collègue François De Smet, alertés par une association de victimes qui évoque une série de dérives illégales dans l'application de cette loi. Selon ce qui nous revient, le Service fédéral des Pensions réclame des sommes indûment versées en cas d'erreur administrative alors que l'article 23 de la loi de 2017 stipule clairement que la récupération est impossible en l'absence de fraude ou fausse déclaration du bénéficiaire.

Toujours selon cette association de victimes, le SFP a également fait déduire illégalement les provisions d'assurance des pensions. Cette pratique, contraire aux garanties données par l'État, coupe en réalité la seule source de soutien financier stable des victimes. Le caractère résiduaire ne peut légalement intervenir qu'au moment de l'indemnisation définitive. Ici, le SFP modifie ou suspend les pensions sans décision ministérielle préalable.

À côté de ces pratiques contraires à la loi et qui menacent la stabilité financière des victimes, les associations déplorent également des iniquités visant le statut des enfants. Selon elles, l'interprétation actuelle de la notion d'enfant à charge est profondément inéquitable: elle exclut totalement du soutien les enfants mineurs (notamment en présence d'un conjoint survivant), tandis que d'autres enfants majeurs peuvent bénéficier d'une pension à vie. Selon Life for Brussels, ce fait aboutit à des situations absurdes et s'apparente à une forme de loterie familiale.

Monsieur le ministre, comment réagissez-vous, vous et le SFP, aux témoignages de récupération illégale de dettes, de déduction illégale de provisions d'assurance et de non-exécution des décisions ministérielles? Comment remédier à la situation? Est-il possible de supprimer la notion d'enfant à charge de la loi de 2017? Entendez-vous recourir à une intervention législative ou exécutive pour mettre fin aux pratiques dénoncées et ainsi garantir le respect de la loi de 2017?

04.03 **Theo Francken**, ministre: Monsieur De Smet, madame Désir, la loi du 18 juillet 2017 prévoit une aide rapide aux victimes, mais maintient le principe de subsidiarité. La pension de dédommagement constitue un droit résiduaire. La loi ne prévoit aucune distinction entre les montants provisoires et définitifs versés par les assurances. Si le montant de la pension de dédommagement diminue, c'est exclusivement justifié par l'application du principe de subsidiarité, conformément à l'article 6 de la loi. La pension de dédommagement est toujours réduite sur la base de ce que le bénéficiaire a perçu des assurances et, le cas échéant, sur la base d'autres rentes qui doivent être déduites en vertu de la loi. En outre, la réduction de la pension de dédommagement est effectuée sans rétroactivité, sauf en cas de fraude. Il n'y a donc aucune dette ni aucune somme récupérée avec effet rétroactif, sauf en cas de fraude. Le SFP me confirme qu'il n'existe donc aucune pratique discriminatoire ou discrétionnaire dans le cadre de l'application de la loi du 18 juillet 2017. Je souhaite néanmoins trouver des pistes pour faciliter et sécuriser l'exécution de l'article 6 de la loi. Une proposition de texte concrète est en cours d'élaboration.

En ce qui concerne la notion d'enfant à charge, la nécessité d'une modification de la législation en vigueur n'est pas d'application, puisque nous souhaitons suivre la logique instaurée par la loi du 18 juillet 2017, elle-même fondée sur celle du 15 mars 1954 et qui prend en compte la cellule familiale de la victime décédée plutôt que la filiation.

04.04 **François De Smet** (DéFI): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse claire.

On comprend que la situation des demandeurs ne va pas évoluer tout de suite, parce que la loi *stricto sensu* serait respectée. Mais vous dites en même temps que vous allez plancher sur une adaptation via un texte. Comme les associations représentant les victimes, nous attendrons ce texte avec impatience. Je vous remercie de prendre cette dimension en compte.

04.05 **Caroline Désir** (PS): J'irai dans le même sens que mon collègue. Votre réponse est un peu étonnante, monsieur le ministre. Vous dites qu'il n'y a pas de problème d'application de la loi, mais vous allez la modifier. Vous sentez donc qu'il y a un problème pour les victimes. J'espère que ces

modifications législatives interviendront rapidement et, surtout, que vous êtes en contact avec ces associations pour faire évoluer la situation de ces victimes.

Je vous remercie.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 **Samengevoegde vragen van**

- Kristien Verbelen aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De heringebruikname van de voormalige kazerne in Ieper" (56011459C)

- Maaïke De Vreese aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De update van het kwartierplan en de heringebruikname van het kwartier Lemahieu te Ieper" (56012002C)

05 **Questions jointes de**

- Kristien Verbelen à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "La remise en service de l'ancienne caserne d'Ypres" (56011459C)

- Maaïke De Vreese à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "La mise à jour du plan "quartiers" et la remise en service du quartier Lemahieu à Ypres" (56012002C)

05.01 **Kristien Verbelen** (VB): Mijnheer de minister, eind 2023 heeft Defensie het kwartier Lemahieu in Ieper gesloten. Dat gebeurde toen in een krimpscenario. Ondertussen weten we dat Defensie zich in een groeiscenario bevindt en dat die site opnieuw in gebruik zal worden genomen. Dat is een positieve evolutie. De geografische spreiding is belangrijk voor onze operationele slagkracht. Bovendien zal de hernieuwde ingebruikname ook voor Defensie als werkgever een meerwaarde betekenen.

Tegelijk bestaat vandaag nog enige onduidelijkheid, zowel lokaal als inhoudelijk, over wat er precies zal komen en wat in het kwartierplan concreet is vastgelegd voor Ieper. Het blijft dus gissen naar de concrete gevolgen.

Kunt u aangeven hoever Defensie vandaag staat met dat kwartierplan? Zijn er al specifieke keuzes gemaakt, in het bijzonder voor de site in Ieper? Welke scenario's ziet u voor dat kwartier? Is er al zicht op een timing en op de schaal voor de hernieuwde ingebruikname?

Ook is er op dat terrein een samenloop van verschillende functies. Heeft de recente brand in het deel waar het opvangcentrum is gevestigd, gevolgen voor de planning of voor de infrastructuurkeuzes?

Blijft het uitgangspunt gelden dat het gebruik tijdelijk is met het oog op een volwaardige militaire heractivering?

Tot slot is er ook het erfgoedluik met de plannen voor een museum op diezelfde site. Kunt u toelichten hoe Defensie de combinatie ziet van een operationele kazerne en een publiek toegankelijk museum? Zijn daaraan bepaalde voorwaarden verbonden? Wat acht u daarbij essentieel?

05.02 **Maaïke De Vreese** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, eerst ook van mij de beste wensen voor het nieuwe jaar.

Ik ben niet vaak aanwezig in de commissie voor Landsverdediging, maar wanneer het West-Vlaamse dossiers betreft, ben ik er graag bij. Mijnheer de minister, het is u bekend dat de opening van de asielopvang in de kazerne van Ieper, heel wat onrust heeft teweeggebracht in Ieper. Dat kwam omdat er al een open opvangcentrum is in Poelkapelle en de stad Ieper daarvan al heel wat administratieve lasten draagt. Naar aanleiding van de brand in het opvangcentrum in Ieper, communiceerde u of uw kabinet dat Defensie de kazerne-André Lemahieu opnieuw in gebruik zal nemen. Dat betekent natuurlijk ook dat het tijdelijke opvangcentrum daar zal sluiten. Het kwartier had in de oorspronkelijke plannen ook mogelijkheden voor historische projecten en voor de opslag van museumstukken. Het stadsbestuur en onze schepen Eva Ryde zijn dan ook zeer benieuwd naar de volgende plannen voor die kazerne.

Mijnheer de minister, kunt u een stand van zaken geven over de heractivering van de kazerne te Ieper? In welke fase van de procedure bevinden we ons nu? Wat is de volgende stap? Ik ontvang graag ook

een indicatieve tijdslijn voor de heractivering en de effectieve ingebruikname.

Welke rol ziet u weggelegd voor het kwartier? Kunt u concreet een update geven over het kwartierplan? Werd er in functie van dat kwartierplan een inventaris gemaakt van de aanwezige onroerende en roerende goederen met status? Zo ja, wat zijn voor u de voornaamste conclusies? Welke budgetten zijn nodig om het kwartier operationeel te maken? Hoeveel middelen zijn nodig voor herstel of actualisering en hoeveel voor nieuwe infrastructuur?

Wat gebeurt er met de geplande verhuizing van de artilleriestukken uit het Gunfire Museum van het Groot Schietveld van Brasschaat? Wat zijn de plannen met de Commandobunker van Kemmel?

05.03 Minister **Theo Francken**: Geachte Kamerleden, het nieuwe kwartierplan wordt momenteel binnen de regering besproken. Zodra er overeenstemming is, wat ik redelijk snel verwacht, zal ik het plan in de commissie voor Landsverdediging in detail toelichten.

Voor de betrokken kwartieren zal een nieuw masterplan worden opgemaakt, inclusief een timing en budgetten, dat rekening houdt met de toekomstige invullingen en de nodige werken. Gelet op de lopende besprekingen, kan ik daarover nog niet veel details geven.

Ik kan wel meedelen dat het asielcentrum daar zal sluiten. De concessie met het Rode Kruis loopt dit jaar af en loopt dus tot uiterlijk 31 december 2026. Een eventueel eerdere sluiting wordt verder onderhandeld. Het kwartier zal opnieuw in gebruik worden genomen als militair kwartier. Ik heb in een vorige ambtsuitoefening, lang geleden, overigens zelf veel tijdelijke asielcentra geopend, maar tijdelijk blijkt vaak van onbepaalde duur, of onverwijld, zoals met de splitsing van BHV. Asielcentra in militaire kwartieren vind ik een anachronisme en daar moet een einde aan komen met het oog op de militaire heropbouw. Alle militaire kwartieren waar asielcentra in gehuisvest zijn, moeten op termijn sluiten. Het is niet de bedoeling dat onder collega Van Bossuyt een extra opvangcrisis wordt gecreëerd. Die sluitingen moeten dus ordentelijk plaatsvinden. Defensie heeft de intentie om al de asielcentra in militaire kwartieren te sluiten, het centrum in Ieper dit jaar al en de overige met een andere timing, maar ze zullen dus wel allemaal sluiten. Die centra zullen terug voor militaire doelstellingen in gebruik worden genomen. Die asielcentra zullen niet allemaal ineens sluiten, want dat zou betekenen dat plots 8.000 mensen op straat staan in Brussel en andere grootsteden, wat tot parlementaire vragen aan minister Van Bossuyt zou leiden. Dat is niet de bedoeling, we willen dat professioneel aanpakken. Het asielcentrum in Ieper zal dit jaar alvast sluiten en het gebouw krijgt weer een militaire invulling.

De recente brand beïnvloedt de geplande fasering niet, maar heeft wel een impact op de opvangcapaciteit van het asielcentrum. Het afgebrande gebouw is waarschijnlijk niet meer te redden.

Wat het War Heritage Institute (WHI) betreft, dat wordt op dit moment bestudeerd. We zullen nagaan wat we daarmee het beste kunnen doen, maar er is nog geen beslissing genomen. De Commandobunker van Kemmel is ingericht als museum en blijft onder het beheer van het WHI.

05.04 **Kristien Verbelen** (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw toelichting.

Het is duidelijk dat er nog veel vragen onbeantwoord blijven, ook wat betreft de site in Ieper. Net in een groeiscenario is het belangrijk dat de keuzes niet te lang op zich laten wachten en dat er geen vaagheid blijft bestaan, zowel voor het personeel als voor de lokale besturen. Ik vind het cruciaal dat die kwartieren na reactivering een duidelijke militaire kernfunctie krijgen en dat we niet verzanden in tijdelijke oplossingen die de structurele versterking in de weg staan.

Ik stel het op prijs dat u met Defensie bekijkt hoe dat kan worden gecombineerd met andere functies, maar ik heb niet gehoord welke voorwaarden u daartoe nodig acht. Ik neem aan dat dat nog zal worden meegedeeld en ik blijf dit dossier opvolgen.

05.05 Minister **Theo Francken**: (...)

05.06 **Maaïke De Vreese** (N-VA): Mijnheer de minister, u bent heel duidelijk geweest in uw antwoord. Het opvangcentrum in Ieper zal eind 2026 sluiten. Ik begrijp niet dat het Vlaams Belang daar niet positiever over is, gelet op de tumult die er daaromtrent lokaal is ontstaan. De N-VA en de minister communiceren daarover heel duidelijk. Het opvangcentrum zal eind 2026 dichtgaan. Dat is belangrijk

voor het stadsbestuur, niet alleen gelet op alle administratieve lasten die een opvangcentrum met zich meebrengt, maar ook omdat het stadsbestuur dan verder kan met de plannen voor het kwartier en de omgeving.

Mijnheer de minister, ik blijf een beetje op mijn honger zitten wat betreft de verdere invulling van het kwartierplan, specifiek voor Ieper, maar we zullen daarover meer vragen stellen wanneer de beslissing is genomen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van Koen Van den Heuvel aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De nationale veiligheidsstrategie van de Verenigde Staten" (56011488C)

06 Question de Koen Van den Heuvel à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "La stratégie de sécurité nationale des États-Unis" (56011488C)

06.01 Koen Van den Heuvel (cd&v): Vanmorgen werd dit onderwerp al even aangeraakt, mijnheer de minister. In de veiligheidsnota staat ook een duidelijke strategie om de Europese Unie een beetje uit elkaar te spelen. Men kan daarin ook duidelijk lezen, men moet daarvoor echt niet van kwade wil zijn, dat er een zekere politieke inmengingsambitie is van de Verenigde Staten in de Europese landen, naar de interne politieke situatie, met een duidelijke ondersteuning van extremistische partijen. Dat is een nieuw feit binnen dat NAVO-bondgenootschap. Hoe staat u daar tegenover, mijnheer de minister?

Daarnet, naar aanleiding van de situatie in Groenland, hebben we de loyaliteit binnen het bondgenootschap al uitgebreid kunnen bespreken. Ik denk dat uw standpunt nauw bij ons standpunt aansluit. Er staat ook een punt in over Oekraïne. Dat werd gisterenavond weer wat tegengesproken, met garanties die duidelijk zijn uitgesproken. In die strategie lezen we geen uitbreiding van de alliantie, wat dan toch weer vragen over Oekraïne opwerpt. Ik wijs er ook even op dat mijn vraag zes weken geleden werd ingediend.

Mijn laatste vraag of deze nota alleen door de Trumpadministratie wordt gedragen of dat het een breder draagvlak in Amerika heeft, is daarnet ook al aan bod gekomen. U bent daarop ingegaan, waarvoor dank. Dit is voor mij een belangrijk aandachtspunt. Ik hoor dat dit ook bij u in die mate speelt. Ik sluit mij aan bij het standpunt om daarvoor ook vanuit Europa inspanningen te doen.

Dat waren nog een aantal bedenkingen, mijnheer de minister.

06.02 Minister Theo Francken: Mijnheer de voorzitter, om 12.00 uur moet ik wel vertrekken.

Mijnheer Van den Heuvel, de Belgische Defensie positioneert zich op een constructieve manier ten aanzien van de VS, die ondank alles een strategische bondgenoot blijven voor Europa en voor België. Het bestendigen van de trans-Atlantische band blijft essentieel, in het bijzonder in het licht van de versterking van onze defensiecapaciteiten, de agressieoorlog van Rusland tegen Oekraïne en de nucleaire afschrikking. Ook in de National Defense Authorization Act van 2026 bevestigden de Verenigde Staten het behoud van een stabiele *force posture* in Europa, met minstens 76.000 militairen en met een Amerikaanse generaal in de rol van SACEUR.

De Verenigde Staten blijven een cruciale rol spelen in de steun aan Oekraïne, onder andere als bemiddelaar in de vredesonderhandelingen en bij het verlenen van veiligheidsgaranties voor een postconflictsituatie in Oekraïne. Ook op materieel vlak blijft hun bijdrage onmisbaar, onder meer via PURL (Prioritised Ukraine Requirements) en via uitgebreide inlichtingenondersteuning. Verder heeft België, los van de Amerikaanse positie, zich ertoe geëngageerd Oekraïne op lange termijn te ondersteunen via het bilaterale Belgisch-Oekraïense veiligheidsakkoord van mei 2024. Dit engagement blijft ongewijzigd.

De Europese Unie moet een pijler van stabiliteit en samenwerking blijven. België ziet de versterking van de Europese defensiecapaciteiten complementair aan de NAVO, wat ook aansluit bij de Amerikaanse verwachtingen inzake een grote Europese verantwoordelijkheid voor de beveiliging van ons eigen continent. We moeten ons er rekenschap van geven dat de houding van de VS tegenover Europa en de EU fundamenteel gewijzigd is. De *Asia pivot*, die onder Obama ingezet werd, is nu totaal,

en met de Donroedoctrine komt er nu ook een focus op het Amerikaanse continent bij.

We zullen onze capaciteiten in Europa zelf moeten opbouwen en versterken, los van wat de VS aan het doen zijn en hoe ze het geopolitiek aanpakken. De realiteit is wat ze is. Voor een militair standalonescenario is Europa op dit moment niet klaar. Daarover ging eigenlijk het hele debat daarjuist, collega Van den Heuvel. Heel veel elementen komen terug. Voor de aspecten die verband houden met de bevoegdheid van Buitenlandse Zaken, nodig ik u uit uw vraag aan collega Maxime Prévot te stellen.

De **voorzitter**: Die vraag is op suggestie van uw kabinet apart gehouden.

De heer Van den Heuvel geeft geen repliek.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de Christophe Lacroix à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "La menace cyber" (56011510C)

07 Vraag van Christophe Lacroix aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De cyberdreiging" (56011510C)

07.01 **Christophe Lacroix** (PS): *Monsieur le ministre, ces dernières années, la cyber-guerre est devenue un enjeu majeur pour la Belgique. C'est la raison pour laquelle la ministre Dedonder a créé la 5ème composante de la Défense, la composante cyber. Aujourd'hui, la menace ne cesse de s'intensifier. L'aéroport de Zaventem a encore récemment connu des perturbations ayant rendu inopérants les systèmes d'enregistrement et d'embarquement. Début novembre, à la suite de vos prises de position sur la Russie, plusieurs sites du SGRS ont été visés à leur tour par une attaque DDoS menée par un collectif de hackers pro-russes. Nos PME, quant à elles, subissent en moyenne 1.270 cyberattaques par semaine.*

Nombre de nos concitoyens m'ont interpellé ces dernières semaines, et leur inquiétude face à la protection de leurs données, et plus généralement face à la vulnérabilité de nos systèmes de cybersécurité qui ne sont pas prêts à subir des attaques d'une telle ampleur.

Monsieur le ministre, pouvez-vous me faire le bilan du nombre d'attaques cyber qu'a subi la Belgique au cours de cette année? Parmi ces dernières, combien ont été dirigées contre des institutions publiques? Contre des infrastructures critiques?

La Belgique a rejoint, ces dernières semaines et à votre initiative, le Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, dans le but de pouvoir faire face à une menace cyber en constante progression. Pourriez-vous préciser le rôle que ce centre jouera pour notre pays? De quelle manière contribuera-t-il à renforcer notre protection face aux attaques futures?

Pourriez-vous m'apporter des précisions sur l'état actuel de la coopération entre votre ministère et le SPF Intérieur concernant ce volet essentiel?

Enfin, et j'ai notamment insisté dessus à l'occasion de la présentation de votre Loi de programmation militaire pour la période 2026-2034 : les investissements prévus pour l'acquisition de 11 nouveaux F-35 ne pourraient-ils pas, en partie, être réaffectés au développement de nos capacités cyber, tout en permettant à la Belgique d'atteindre l'objectif des 2 % du PIB consacrés à la Défense, tel que demandé par l'OTAN?

07.02 **Theo Francken**, ministre: *Monsieur Lacroix, la Défense suit de près l'évolution de la menace cyber et collabore étroitement avec les acteurs compétents afin de garantir la résilience globale du pays.*

Toutefois, le bilan précis du nombre d'attaques subies par la Belgique ainsi que leur répartition entre institutions publiques et infrastructures critiques relève des compétences du CCB, qui est l'autorité civile en la matière.

Le NATO Strategic Communications Centre of Excellence, basé à Riga, vise à renforcer les capacités

de communication stratégique de l'OTAN et de ses alliés. La communication stratégique est essentielle pour atteindre les objectifs politiques et militaires de l'Alliance et garantir une communication appropriée, rapide et cohérente dans un environnement informationnel complexe.

Pour la Belgique, l'adhésion à ce centre apporte plusieurs avantages. Tout d'abord, elle garantit l'accès à l'expertise et aux meilleures pratiques issues des analyses, recherches et formations offertes par le centre. De plus, le centre contribue à la planification stratégique et à la cohérence des communications afin de renforcer la capacité à faire face aux menaces hybrides et favorise la coordination entre alliés, grâce à une structure multinationale et intersectorielle ainsi qu'à des projets et événements communs.

Enfin, grâce à une approche cohérente de la communication et un monitoring permanent des réseaux sociaux et de l'actualité, le centre aide à gérer la perception des actions de l'OTAN et à lutter contre la désinformation.

La coopération actuelle dans le domaine cyber entre la Défense et le SPF Intérieur, particulièrement avec le Centre de crise national (NCCN), s'articule autour de plusieurs structures clés. Premièrement, la plateforme "Menaces hybrides", pilotée par le NCCN, réunit des partenaires tels que le SGRS, la Défense, la Sûreté de l'État, l'OCAM, la police fédérale, le CCB, les Affaires étrangères pour une approche coordonnée des menaces hybrides intégrée aux plans nationaux et internationaux. Viennent ensuite la *task force* interdépartementale Workouts, Information Manipulation and Interference du SGRS; le partage d'alertes via le NCCN; les notifications du EU Rapid Alert System; le Plan d'urgence cyber et de résilience nationale.

Les affectations budgétaires relèvent d'une planification globale. Dans ce cadre, la vision stratégique 2025 a prévu des moyens dédiés au développement de la capacité cyber. Nous avons à plusieurs reprises eu des discussions là-dessus au sein de cette commission. Le cyber est vraiment une priorité, non seulement pour votre groupe, mais aussi pour la majorité.

07.03 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

En ce qui concerne les cyberattaques contre les institutions publiques et infrastructures publiques, je m'en référerai donc à l'autorité civile en la matière. Je suppose qu'il s'agit du ministre de l'Intérieur. J'espère obtenir autant de transparence et autant de clarté de sa part que de la vôtre.

Pour ce qui concerne le Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, je pense effectivement que l'adhésion de la Belgique est un élément crucial et j'espère que le monitoring permanent des réseaux sociaux afin de vérifier les ingérences étrangères concernera aussi peut-être ceux qui se disent nos alliés mais qui veulent s'ingérer dans nos gouvernements et dans les politiques que nous menons pour saper l'Union européenne.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 56011551C van de heer Vander Elst wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

08 Vraag van Koen Metsu aan Theo Francken (Defensie, belast met Buitenlandse Handel) over "De aankoop van extra gepantserde voertuigen" (56011700C)

08 Question de Koen Metsu à Theo Francken (Défense, chargé du Commerce extérieur) sur "L'achat de véhicules blindés supplémentaires" (56011700C)

08.01 Koen Metsu (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik verwijs naar de schriftelijke versie van mijn vraag.

Geachte minister, Defensie ging recent over tot de aankoop van 92 extra Griffon-pantservoertuigen en 123 Serval-voertuigen. Deze worden aangekocht bij Franse producenten voor een totaalbedrag van 1,15 miljard euro en kadert in het CaMo-partnerschap.

Deze voertuigen zijn divers in hun configuratie en inzet: zowel transportvoertuigen zullen dienstdoen maar daarnaast zijn er ook commando- en ondersteuningsvoertuigen en ziekenwagens. De aankoop van deze voertuigen is nodig voor modernisering en interoperabiliteit met Franse en NAVO-troepen en maakt deel uit van onze inspanning om de NAVO-norm van 2% BBP te halen.

Wat betreft de configuratie en uitrusting: de Griffon- en Serval-voertuigen worden uitgerust met moderne sensoren, digitale commandosystemen en beveiligde communicatienetwerken. Deze investering draagt bij aan bredere veiligheid en stabiliteit die ook burgers ten goede komt en heeft een maatschappelijke meerwaarde en een extra garantie voor bescherming en stabiliteit en hierover zou ik meer informatie wensen:

Mijn vragen hierover zijn:

Hoe garandeert Defensie dat deze investering niet enkel militair maar ook economisch rendeert voor onze bedrijven?

Krijgen Belgische bedrijven toegang tot het CaMo ecosysteem? Kunnen zij bijvoorbeeld meedingen wanneer het Franse leger en/of Luxemburg offerte zouden vragen?

Welke sectoren en bedrijven profiteren het meest van deze samenwerking?

Hoe stimuleert dit programma concrete innovatie in de Belgische defensie-industrie?

Kunnen deze voertuigen en kits ook snel en veilig ondersteuning bieden aan civiele autoriteiten? Kunnen deze voertuigen ook ingezet bij nationale rampen of noodsituaties (bv. Overstromingen, evacuaties)?

In welke mate zijn de verschillende uitvoeringen van bijvoorbeeld de Serval om te vormen naar een andere versie – bijvoorbeeld omdat er andere noden zouden zijn? Idem Griffon.

Hoe garandeert deze investering dat Belgische militairen beter beschermd zijn bij operaties in binnen- en buitenland?

Welke nieuwe technologieën (sensoren, communicatie, cyberbescherming) zijn ingebouwd om veiligheid tegen moderne dreigingen te verzekeren (zonder hierbij de vertrouwelijkheid in het gedrang te brengen)?

Dank voor uw antwoorden.

08.02 Minister **Theo Francken**: Mijnheer Metsu, de verwervingsdossiers die in het kader van het duurzame partnerschap met Frankrijk, CaMo, worden gerealiseerd, worden in nauw overleg met de FOD Economie opgesteld. Daarbij wordt uitdrukkelijk een hoofdstuk inzake maatschappelijke return onderhandeld met de betrokken industriële partners. Voor de aankoop van 92 bijkomende Griffonvoertuigen en 123 Servalvoertuigen levert dit een potentiële return op van 1,6 miljard euro.

Veel Belgische bedrijven zijn ondertussen goed bekend bij de constructeurs. Ze worden geïntegreerd in de productieketen van de Franse hoofdaannemers en hun activiteiten worden ten eerste gewaardeerd. Recent bestelde Griffonvoertuigen ten behoeve van het Groothertogdom Luxemburg worden bijvoorbeeld in België geassembleerd, met tussenkomst van verschillende Belgische toeleveranciers, wat een belangrijke return inhoudt voor de Belgische bedrijven.

De samenwerking met de Franse industrie gebeurt in diverse sectoren. De voornaamste bedrijven in deze samenwerking zijn Mol Cy, FN Herstal, Thales Belgium, KNDS Belgium, Jonckheere en Advionics. Het betreft dus vooral bedrijven uit de automobiel-, bewapenings- en elektronica-industrie, de metaalverwerking, de satelliettechnologie enzovoort.

De CaMo-voertuigen zijn op technologisch en technisch vlak zeer geavanceerde wapensystemen. Ze bieden niet alleen hoogwaardige fysieke bescherming aan de manschappen, maar zijn ook uitgerust met moderne communicatiesystemen, effectieve bewapening en nauwkeurige navigatiesystemen. Belgische bedrijven die bij dit programma betrokken worden, komen dan ook in contact met deze innoverende technologieën en werken mee aan de verdere ontwikkeling ervan met het oog op toekomstige uitdagingen.

De voertuigen in bijvoorbeeld hun genie-, ambulance- en logistieke variant zijn perfect geschikt voor inzet in moeilijke omstandigheden, zelfs bij CBRN-contaminatie. In voorkomend geval kunnen ze ook

noodhulp bieden aan de civiele autoriteiten, hoewel dit niet het primaire doel is.

De Griffon- en Servalvoertuigen zijn modulair gebouwd, zodat ze eenvoudig door middel van kits kunnen worden omgebouwd naar een andere variant. Dit laat toe om flexibel in te spelen op specifieke opdrachten of veranderende omstandigheden.

Defensie hecht veel belang aan de bescherming van het personeel. De aankoop van de nieuwe voertuigen zorgt ervoor dat onze eenheden beschikken over systemen die aangepast zijn aan de hedendaagse bedreigingen en technologische evoluties. De aangekochte systemen beschikken over moderne technologieën. Voertuigsensoren en elektronica worden geïntegreerd in een globaal informatienetwerk dat toelaat sneller moeilijke situaties te begrijpen en de juiste beslissingen te nemen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.05 uur.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 05.